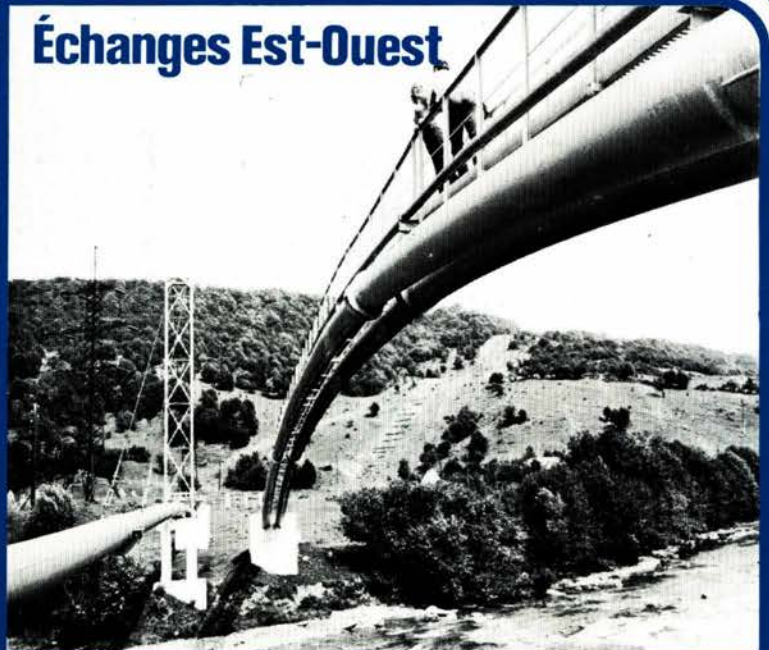


# L'OBSERVATEUR de l'**OCCIDENT**

**Jusqu'où les dépenses publiques ?**



**Échanges Est-Ouest**



**Le cycle du combustible nucléaire**





# L'OBSERVATEUR de l'OCDE

N° 92

Mai 1978

Publication bimestrielle en anglais et en français éditée par L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES.

BUREAUX DE LA RÉDACTION :  
Service de l'information de l'OCDE,  
Château de la Muette, 2 rue André-Pascal,  
F 75775 PARIS CEDEX 16.

Les articles sans copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit de L'OBSERVATEUR DE L'OCDE » en précisant la date du numéro. Deux exemplaires justificatifs devront être envoyés au rédacteur en chef. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur.

L'Organisation n'est pas tenue de rendre les manuscrits qu'elle n'a pas sollicités.

**Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE.**

Abonnement (un an):  
F 30; £ 3,60; \$ 7,50.

Le numéro:  
F 6,00; £ 0,75; \$ 1,50.

RÉDACTEUR EN CHEF : Jane Bussière

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT :  
Ulla Rahnall-Jeanneney

DIRECTION ARTISTIQUE ET TECHNIQUE :  
Marc Delemme

RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :  
Silvia Lépot

Toute la correspondance doit être adressée au rédacteur en chef.

PHOTOS: Couverture (gauche à droite): J.A. Pavlovsky-Syigma; APN; George Hunter - NFB Canada; page 6 (gauche à droite, haut en bas): B. Krichtoul - APN; Wojtek Laski; G. Bykov - Photothèque Tass; Central Office of Information, Londres; page 14: Los Angeles Times; page 15: Alpay-Sipa Press; page 16: Salgado Junior; page 21: (gauche à droite, haut en bas): Bureau de presse et d'information australien; Informationskreis Kerne-nergie, Bonn; Technicatome; Ehrmann - Photothèque EDF; page 23: Centre japonais de science et de technologie marine; Université catholique de Louvain; page 25: CEE; pages 26-27: Almasy; Hoard's Dairyman, États-Unis; pages 28-29: Ministère danois des Affaires étrangères (gauche et droite); National Publicity Studios, Nouvelle-Zélande (centre); pages 32-33 (gauche à droite): C. Millington, Keith Huggett - Farmers Weekly, Royaume-Uni; Délégation japonaise auprès de l'OCDE.

## Sommaire

RELATIONS ÉCONOMIQUES EST-OUEST	3
JUSQU'OU L'AUGMENTATION DES DÉPENSES PUBLIQUES?	8
CONSOLIDATION DE LA DETTE TURQUE	15
LES PAYS DE L'OCDE FACE A LA CRISE DE LA CONSTRUCTION NAVALE	16
BESOINS LIÉS AU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE	18
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE : SIGNATURE A TOKYO DE DEUX NOUVEAUX ACCORDS R-D	23
ÉVOLUTION DES POLITIQUES AGRICOLES EN 1977 ET PERSPECTIVES POUR 1978	24
LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES : LES CHIFFRES LES PLUS RÉCENTS	28
L'AGRICULTURE A TEMPS PARTIEL	30
NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'OCDE	34



# RELATIONS ÉCONOMIQUES EST-OUEST

par Wilfred Lewis Jr.

chef de l'Unité de prévision et d'évaluation de l'OCDE

*L'accroissement des échanges Est-Ouest et son caractère quelque peu déséquilibré attirent plus qu'avant l'attention sur les relations économiques entre les pays développés à économie de marché de la zone OCDE et les pays à économie planifiée de l'Europe de l'Est (1).*

Les échanges Est-Ouest ne constituent naturellement pas un phénomène nouveau. Ils ont progressé assez régulièrement tout au long de l'après-guerre et, depuis 1960, se sont développés plus ou moins au même rythme que les échanges mondiaux. Un changement s'est néanmoins produit pendant les années soixante-dix : les exportations de l'Est se laissent de plus en plus distancer par les importations. La balance commerciale de l'Est, en équilibre approximatif jusqu'aux alentours de 1970, a commencé à devenir négative par la suite, le déficit s'aggravant rapidement pour culminer à plus de 9 milliards de dollars en 1975. Ce chiffre s'est légèrement réduit en 1976 et, de nouveau, en 1977 (graphique). Il n'en demeure pas moins aux alentours de 6 milliards de dollars, ce qui signifie que moins des quatre cinquièmes des importations de l'Europe de l'Est en provenance de l'OCDE sont couverts par des exportations, le dernier cinquième devant être financé par l'emprunt.

Cette tendance a abouti à un fort accroissement de la dette des pays de l'Est, estimée à quelque 47 milliards de dollars à la fin de 1977. Il est donc normal que l'on s'interroge sur les raisons profondes qui expliquent cette évolution et sur ses conséquences tant pour les économies de l'OCDE que pour l'économie mondiale dans son ensemble.

## Les forces en jeu

Rétrospectivement, une partie — mais une partie seulement — du déficit commercial croissant des pays de l'Est jusqu'en 1975 était due à des facteurs temporaires : les mauvaises récoltes soviétiques au début des années soixante-dix entraînaient des importations de céréales d'une ampleur inhabituelle, la récession dans les pays de l'OCDE a eu pour double effet de réduire la demande de certaines exportations de l'Est — du charbon polonais par exemple — et d'inciter les entreprises occidentales, dont la capacité était sous-employée, à rechercher plus activement de nouveaux débouchés d'exportation en Europe de l'Est. Néanmoins, le Secrétariat de l'OCDE estime que ces facteurs transitoires n'expliquent que le quart ou le tiers du déficit de 1975, la majeure partie étant imputable à des influences plus profondes et vraisemblablement plus durables.

On doit d'emblée noter que l'expansion des exportations de l'Ouest à destination de pays de l'Est est pour une assez large part le résultat de décisions politiques délibérées — à l'Est comme à l'Ouest. Les pays de l'Est ont pris un certain nombre de mesures en vue d'accélérer leur taux de croissance (ou plus précisément de compenser le ralentissement de la croissance de leurs économies) en augmentant les importations en provenance de l'Ouest, notamment de machines et d'outillages de

haute technicité. Cette politique d'importations les a aidés à satisfaire la demande de consommation sans avoir à réduire parallèlement l'investissement. En plus, on a décidé de poursuivre cette stratégie même lorsque, pour financer les importations, il est devenu nécessaire de recourir à l'emprunt et, dans une moindre mesure, à des ventes d'or et de ressources rares (énergie par exemple) aux pays de l'Ouest.

Du côté occidental, les efforts normalement faits par les entreprises pour développer leurs ventes à l'étranger ont été appuyés par des mesures prises par les pouvoirs publics tant en ce qui concerne les crédits à l'exportation que l'assouplissement de certaines des restrictions aux exportations que continuaient d'appliquer divers pays occidentaux pour des raisons de sécurité nationale.

Enfin, le financement de déficits de cette ampleur n'a été possible qu'avec l'évolution qu'ont connue les institutions financières internationales : expansion massive des marchés financiers internationaux, aptitude croissante des emprunteurs de l'Est à interpréter les mouvements sur ces marchés ainsi que le fait que les banquiers occidentaux étaient disposés à accorder des prêts à ces emprunteurs. L'action de ces éléments a été renforcée par le niveau élevé des liquidités internationales au cours des dernières années, qui a incité les banquiers occidentaux à suivre des politiques assez agressives en matière de crédit.

## L'avenir

L'évolution future des échanges et de la dette Est-Ouest dépend d'un grand nombre de facteurs interdépendants.

### ● Plans et perspectives de croissance des pays d'Europe de l'Est — rôle des importations dans les stratégies de croissance

Cinq des sept pays de l'Est prévoient pour la période couverte par le présent plan quinquennal (1975-1980) un taux de croissance à peu près identique à celui des cinq années précédentes. Les deux autres — URSS et Pologne — dont l'expansion s'est ralentie au cours des dernières années, escomptent de nouveaux ralentissements. Les échanges devraient progresser à peu près aux mêmes taux que ceux de la précédente période quinquennale, mais pour deux pays — de nouveau l'URSS et la Pologne — cela signifie une croissance plus lente que celle qui avait effectivement eu lieu. Si la réalisation de ces prévisions dépend naturellement de certains autres facteurs, il est clair que les politiques en vigueur exigent une progression régulière des importations et que les stratégies actuelles de croissance continuent d'accorder une large place à l'importation de machines et d'outillages occidentaux de haute technicité pour soutenir les efforts destinés à combler le retard technologique qui demeure important. →

(1) « L'Ouest » désigne ici les pays de l'OCDE et « l'Est » les membres européens du COMECON ou, pour reprendre le sigle officiel de cet organisme, du CAEM (Conseil d'aide économique mutuelle) : Union soviétique, Allemagne de l'Est, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie.



● *La productivité agricole des pays de l'Est et ses implications pour les importations de céréales et d'autres denrées alimentaires*

Il existe sans aucun doute un potentiel latent d'amélioration de la productivité de l'agriculture soviétique grâce à des techniques de culture plus efficaces. Mais le problème agricole russe, tel qu'il se pose au niveau des importations, semble tenir davantage à des conditions géologiques et climatiques ainsi qu'aux pratiques qui consistent à accroître la production totale — la mise en culture de sols extrêmement marginaux par exemple qui se traduit par une forte vulnérabilité de la production aux variations météorologiques d'une année sur l'autre. Il serait possible de relever la productivité moyenne tout en réduisant les fluctuations annuelles du volume des récoltes en adoptant certaines pratiques utilisées à l'Ouest — laisser certaines terres en jachère chaque année par exemple —, mais ce serait au détriment de la production totale et rien ne prouve que ce choix serait le meilleur. En conséquence, il est pratiquement certain que les récoltes soviétiques continueront à fluctuer et que l'Union soviétique procèdera certaines années à de fortes importations de céréales et d'autres à des achats beaucoup moins importants, avec tout ce que cela implique d'instabilité pour les marchés agricoles mondiaux.

Deux faits méritent d'être signalés. Les plantations de coton soviétiques ont un rendement élevé par rapport aux moyennes mondiales et ces dernières années les exportations à destination de l'Europe de l'Ouest ont rapidement augmenté. Deuxièmement, les petits pays d'Europe de l'Est qui se procuraient traditionnellement d'importantes recettes d'exportation grâce aux livraisons de viande, de produits laitiers et d'autres denrées alimentaires à l'Europe occidentale ont vu ces recettes se contracter sous l'effet des politiques agricoles du Marché commun.

● *La réaction des responsables des pays de l'Est face aux attentes croissantes des consommateurs*

Les attentes croissantes des consommateurs dans les pays de l'Est peuvent affecter aussi bien les importations — choix entre biens d'investissement et biens de consommation — que les quantités de produits disponibles pour les exportations. Il n'est pas toujours facile pour des observateurs occidentaux de prévoir quelle sera la réaction des différents gouvernements de l'Est face à ces pressions, mais il est probable qu'elle variera d'un pays à l'autre.

● *Le potentiel d'expansion des exportations soviétiques de pétrole et de gaz, qui ont rapidement progressé ces dernières années et représentent une large part des exportations totales*

On reconnaît de plus en plus l'importance capitale qu'a pour l'avenir des échanges Est-Ouest l'évolution dans ce secteur. En fait, la rapide expansion des exportations de pétrole soviétique au cours des dernières années ne paraît pas devoir se poursuivre. Certains experts sont même d'avis que d'ici au début des années quatre-vingts le fléchissement de la production et l'augmentation des besoins intérieurs se conjugueront pour entraîner une réduction. Comme les Russes ont besoin des devises fortes que leur procurent leurs exportations de pétrole à l'Ouest, les petits pays d'Europe de l'Est, qui avaient traditionnellement couvert leurs besoins de pétrole en faisant appel à la production soviétique, se porteront de plus en plus acquéreurs sur le marché pétrolier mondial — ils ont d'ailleurs déjà commencé.

Dans une perspective plus éloignée, les Russes semblent disposer de réserves inexploitées considérables. Mais elles se trouvent dans des régions relativement éloignées dont la mise en valeur sera onéreuse et techniquement complexe. Une coopération financière et technique avec des entreprises occiden-

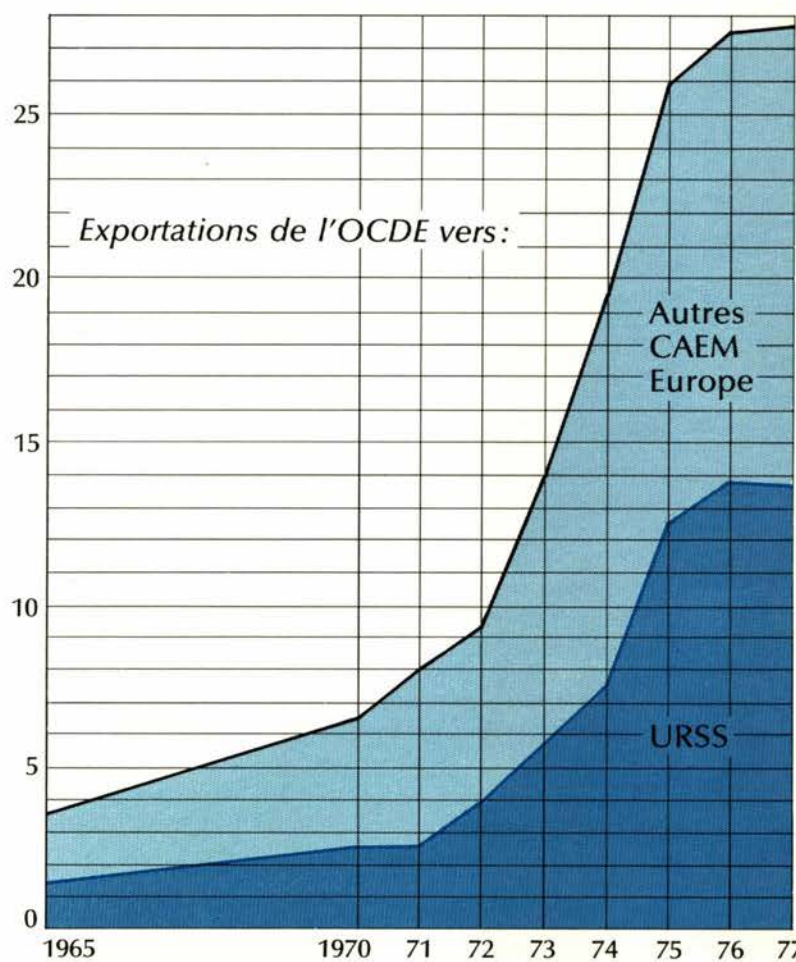
tales est peut-être la clef qui ouvrira l'accès à ces réserves, mais il est évident que de nombreux obstacles devront être surmontés avant qu'une telle coopération puisse même commencer à grande échelle, et qu'il faudra ensuite attendre encore plusieurs années pour que les résultats en deviennent tangibles sur les marchés mondiaux.

La situation est assez différente en ce qui concerne le gaz naturel. Là encore, les réserves sont très importantes et les obstacles techniques et financiers à surmonter pour accroître les quantités livrées sur les marchés d'Europe — occidentale et orientale — sont moins énormes que dans le cas du pétrole et l'on peut s'attendre à une nouvelle progression des exportations.

● *L'aptitude et la volonté des pays occidentaux à absorber un volume croissant d'importations des pays de l'Est et/ou l'aptitude de ces derniers à adapter leur production*

Le potentiel d'expansion des exportations de produits manufacturés de l'Europe de l'Est est étroitement limité par plusieurs facteurs. L'Ouest ne dispose que d'une faible capacité d'absorption des produits relativement peu sophistiqués que les entreprises de l'Est sont traditionnellement les mieux à même et les plus désireuses d'exporter — textiles, chaussures, prêt-à-porter, mobilier, etc. En plus, ce sont là en général des produits à forte intensité de main-d'œuvre, ce qui pose de graves dilemmes aux responsables de la politique commerciale de l'Occident, au moment où ils sont aux prises avec un fort

**ÉCHANGES OCDE/PAYS D'EUROPE DE L'EST MEMBRES DU CAEM**  
milliards \$ EU



CAEM = Conseil d'aide économique mutuelle



chômage et s'efforcent de rester fidèles à leur engagement d'accepter un volume accru d'importations de ce type en provenance du tiers monde.

L'accroissement des exportations de produits manufacturés plus sophistiqués par les pays de l'Est est rendu difficile par le fait que les producteurs locaux sont loin d'être à même de répondre aux normes de style et de qualité des pays de l'Ouest et de se conformer à leurs pratiques en matière de commercialisation et de service après-vente.

Les problèmes de commercialisation des pays de l'Est ont donné naissance à un certain nombre de pratiques qui permettent de faire supporter, dans une mesure déjà notable et qui ira vraisemblablement s'accroissant, la charge de la commercialisation aux exportateurs occidentaux de biens d'équipement, par le biais d'arrangements de contre-achat et de formules de compensation. Dans le cas de ces dernières, l'exportateur occidental de biens d'équipement est tenu d'accepter à titre de paiement en nature une partie de la production fabriquée avec son matériel, tandis que dans le cas des accords de contre-achat, il accepte de recevoir en paiement d'autres types de marchandises qu'il doit ensuite se charger d'écouler.

● *La volonté des pays de l'Est à contracter de nouvelles dettes et des institutions financières de l'Ouest à accorder de nouveaux prêts pour financer des importations qui dépasseraient les exportations*

Si l'on tient compte des divers facteurs, qui affectent les perspectives des échanges, tels que ceux que nous venons d'évo-

quer, la situation se présente à peu près comme suit : les perspectives d'exportation des pays d'Europe de l'Est sont telles que si ces pays poursuivaient leurs importations selon la tendance observée jusqu'en 1977, leur dette en devises fortes ferait plus que doubler sur les cinq prochaines années. De fait, pour maintenir simplement les importations en provenance de l'OCDE à leur niveau actuel (1976-77), et *a fortiori* pour les accroître, il faudra que les institutions financières occidentales soient en mesure et acceptent de financer des déficits commerciaux persistants, ce qui se traduira par de nouvelles et fortes augmentations de la dette en devises fortes des pays d'Europe de l'Est.

On est ainsi conduit à considérer le niveau de la dette, la capacité de service de la dette des pays de l'Est et l'attitude des bailleurs de fonds occidentaux à l'égard d'un nouvel accroissement possible de l'endettement de ces pays.

## Le problème de la dette

Jusqu'en 1972, le déficit commercial de ces pays vis-à-vis des pays de l'OCDE avait été couvert par des crédits de deux sortes : crédits commerciaux ordinaires et crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (taux d'intérêt et conditions de remboursement plus favorables).

Un quart environ des exportations totales de l'OCDE à destination de l'Europe de l'Est est financé par des crédits bénéficiant d'un soutien public. Les pourcentages correspondants sont de 15 % pour des exportations à destination des pays en développement et de 2 % seulement dans le cas des exportations vers d'autres pays industrialisés à économie de marché. Les crédits à l'exportation assurés ou garantis par le secteur public représentent probablement plus de la moitié de l'encours de la dette des pays de l'Est. Après 1972 cependant, en raison du fort accroissement des déficits commerciaux, les pays d'Europe de l'Est ont commencé à contracter directement de larges emprunts sur les marchés internationaux, tout en continuant à s'endetter sous forme de crédits à l'exportation.

La capacité des pays de l'Est à obtenir des prêts bancaires, généralement sous forme d'emprunts consortiaux à moyen terme sur les euromarchés, a été fonction de plusieurs facteurs :

- Jusqu'à 1975 environ, la dette de ces pays apparaissait comme peu importante par rapport à la dimension de leur économie. On avait d'ailleurs considéré jusque là qu'ils étaient très réticents à s'endetter et on estimait qu'ils étaient conservateurs en matière budgétaire et financière. Les emprunteurs de l'Est étaient jugés très sûrs et avaient une bonne réputation de solvabilité.

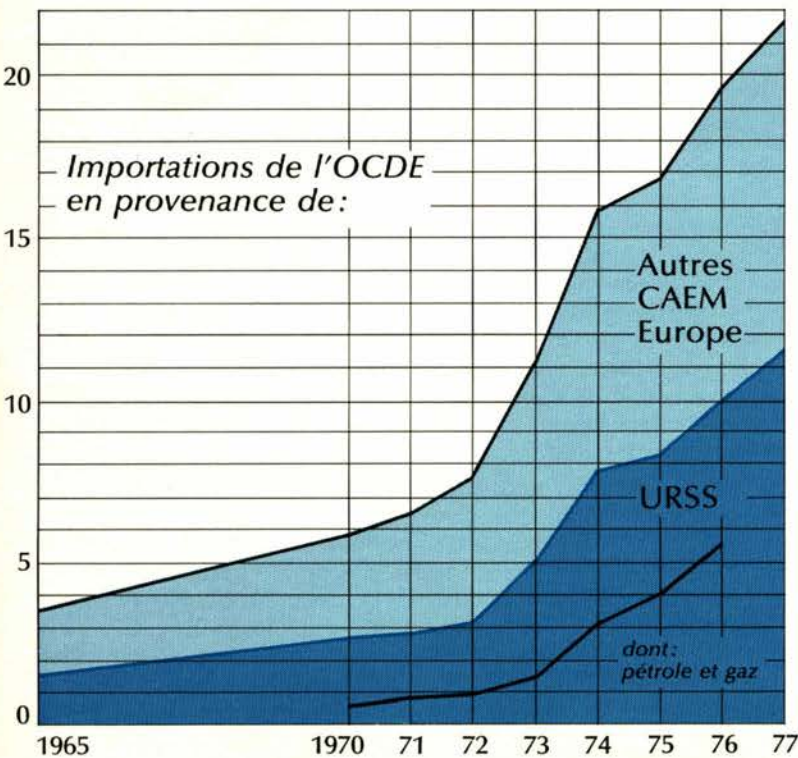
- La confiance dans la capacité de service de la dette des pays d'Europe de l'Est a été renforcée par la conviction qu'un pays à économie planifiée pouvait, en cas de besoin, ajuster ses importations, par le biais d'une action gouvernementale, plus rapidement que les pays à économie de marché.

- Au moins certains bailleurs de fonds croyaient à la « théorie du parapluie » fondée sur l'idée que les différents pays de l'Est ont collectivement intérêt à veiller à ce qu'aucun d'entre eux ne connaisse de difficultés financières de nature à compromettre la réputation de solvabilité des autres. Formulée différemment, la « théorie du parapluie » suppose qu'en dernier ressort, la puissance économique de l'Union soviétique constitue le garant de la dette des petits pays d'Europe de l'Est.

La rapide augmentation des emprunts du CAEM en 1975-1976 a conduit les milieux bancaires notamment à s'inquiéter de la situation financière de ces pays, et a incité les bailleurs de fonds à adopter à partir de la mi-1976 une attitude plus sélective et plus prudente. Cependant, le déficit commercial a légèrement fléchi en 1976, puis à nouveau en 1977, en partie sous l'effet des mesures de freinage des importations prises par la Pologne et l'URSS. Les bailleurs de fonds se sont félicités de cette évolution qui tendait à confirmer l'idée que les emprunteurs de l'Est pouvaient prendre, et prendraient en cas de besoin, des mesures correctives pour protéger leur réputation de solvabilité. →

**BALANCE COMMERCIALE (millions \$ EU)**

	1965	1970	1975	1976	1977
URSS	- 210	42	4 247	3 670	2 184
Autres CAEM					
Europe	184	500	4 928	4 121	3 693
<b>TOTAL</b>	<b>- 26</b>	<b>542</b>	<b>9 175</b>	<b>7 791</b>	<b>5 877</b>



Source : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE



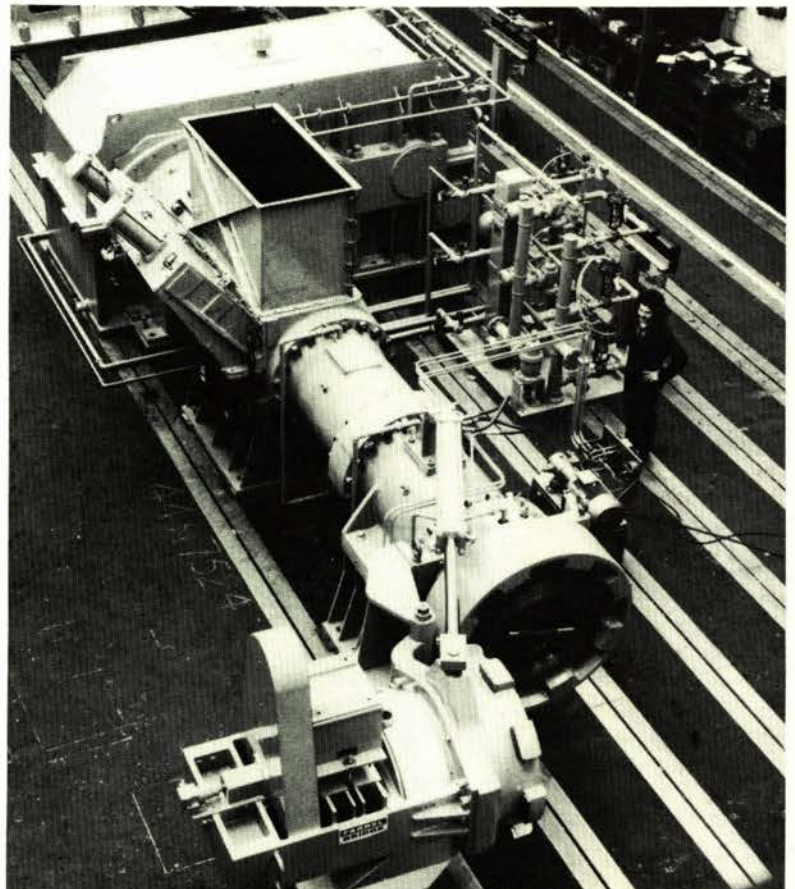


Environ 60 % des exportations de l'Est à destination de l'OCDE sont des denrées alimentaires et des matières premières.

Ci-dessus à gauche La région de la Volga fournit du pétrole à la CEE. A droite Une partie des pommes que produit la Pologne est exportée vers l'Ouest.

Les produits manufacturés représentent quelque 80 % des exportations de l'OCDE vers les pays de l'Est.

Ci-dessous et à droite La société minière Gaiski (région d'Orenbourg, URSS) utilise des camions de fabrication française et les nouvelles usines à Kamaz (Oural occidental, URSS) de l'équipement britannique pour la production de pneumatiques.



Tous les pays du CAEM à l'exception de l'Union soviétique ont contracté des emprunts consortiaux à moyen terme en 1977 et, sur l'ensemble de l'année, les recours aux marchés financiers internationaux ont pratiquement atteint le même niveau que l'année précédente. Sauf dans le cas de la Pologne, les marges de taux d'intérêt sur les prêts accordés au CAEM ont notablement diminué pendant le premier semestre de 1977, à peu près parallèlement au fléchissement général observé pour les crédits destinés aux emprunteurs de premier rang.

Le niveau actuel et futur de la dette peut-il poser un problème? Les avis divergent sur cette question et plusieurs remarques doivent être faites :

- Premièrement, les banques elles-mêmes ont joué un rôle relativement actif dans l'organisation de ces prêts. Les avances qu'elles ont consenties leur ont été rentables et leur ont permis de maintenir de bonnes relations commerciales avec les sociétés exportatrices. En plus, étant donné le niveau élevé de liquidité sur les marchés monétaires internationaux, les banques étaient désireuses d'accorder des prêts.

- Deuxièmement, la capacité de service de la dette est partiellement fonction de la structure des échéances et des calendriers

de remboursement. Les informations relatives à ces derniers ne sont pas très satisfaisantes — très en dessous de ce que souhaiteraient notamment les milieux bancaires. On sait cependant que les emprunteurs du CAEM n'ont pu obtenir des échéances aussi éloignées que d'autres emprunteurs ayant une réputation de solvabilité identique — les prêts consortiaux ont généralement été d'une durée de six ans environ — et l'on ne peut donc exclure le risque d'un cumul d'obligations de remboursement vers le début des années quatre-vingts.

- Troisièmement, le recours au crédit bancaire, qui s'est développé de manière plus ou moins spontanée, a permis aux exportations de l'OCDE de s'accroître plus qu'il n'aurait été possible autrement, mais a introduit par ailleurs un élément d'instabilité. La relative aisance qui règne actuellement sur le marché du crédit tient en partie à l'abondance des liquidités dans les banques occidentales sous l'effet de la récession, mais cette situation se modifiera vraisemblablement avec la reprise. En plus, l'attitude des milieux bancaires a été dans le passé assez changeante et peut à nouveau se modifier sans avertissement.

- Quatrièmement, si la dette n'est pas très importante par rapport à la dimension globale des économies des pays d'Europe



# QUELLE ÉVOLUTION DES ÉCHANGES EST-OUEST ?

Les échanges entre ces deux groupes de pays sont infiniment plus importants pour l'Europe orientale que pour la plupart des pays de l'OCDE. Alors que la zone OCDE assure environ 40% des importations totales de l'Europe de l'Est (y compris les importations correspondant à des échanges entre pays de ce même groupe), et qu'elle absorbe quelque 30% de ses exportations, les pays d'Europe de l'Est ne fournissent que 3% des importations de la zone OCDE et n'absorbent que 4 1/2% environ de ses exportations. Mais, bien que ce dernier pourcentage soit encore modeste, les exportations des pays de l'OCDE à destination de l'Europe de l'Est ont augmenté plus rapidement que leurs exportations

vers d'autres régions ou que leurs exportations vers d'autres pays Membres de l'Organisation.

Du côté des pays de l'Est, l'URSS représente environ la moitié du total des échanges Est-Ouest, alors que, côté occidental, les Membres européens de l'OCDE produisent près des trois-quarts des exportations de la zone vers l'Est et effectuent près de 90% des importations en provenance de cette région.

S'agissant de la nature des marchandises échangées, les produits manufacturés représentent environ 80% des exportations de l'OCDE vers les pays de l'Est, la part des denrées alimentaires et des matières premiè-

res n'étant que de l'ordre de 20%. La composition des flux commerciaux Est-Ouest est à peu près inverse: les denrées alimentaires et les matières premières représentent quelque 60% des exportations de l'Est à destination de l'OCDE, la part des produits manufacturés étant inférieure à 40%. Le pétrole et le gaz naturel entrent pour près de la moitié dans les exportations de l'Union soviétique à destination de l'Occident et pour près d'un quart dans les exportations de l'ensemble du bloc oriental. Quant aux exportations occidentales, les machines et l'outillage représentent environ 35% des livraisons à destination de l'URSS et environ le quart des exportations vers les autres pays de l'Est.

de l'Est, elle n'est pas également répartie entre les pays. D'autre part pour certains d'entre eux (Pologne, Allemagne de l'Est, Hongrie et Bulgarie), elle représente un pourcentage relativement élevé des exportations par rapport à la moyenne internationale.

• Quant au rôle potentiel que peut jouer le « parapluie » plusieurs facteurs contradictoires entrent en compte qui donnent lieu à des interprétations divergentes. De toute façon, il ne fait guère de doute que pas plus l'Union soviétique que les petits pays d'Europe de l'Est n'apprécieraient particulièrement d'avoir à « ouvrir » le parapluie — à supposer qu'il existe.

Sur la base de ces diverses considérations, il est difficile de faire des prévisions sûres et précises, mais quelques conclusions provisoires semblent se dégager :

• En premier lieu, il est très peu vraisemblable que les exportations et les emprunts des pays de l'Est seront à eux seuls suffisants pour permettre aux exportations des pays de l'OCDE de continuer à progresser au même rythme que dans le passé. Un plafonnement semble probable à un niveau relativement élevé, et compte tenu d'un certain nombre d'hypothèses plausibles, un fléchissement du niveau des exportations de l'OCDE à destination de l'Europe de l'Est est tout à fait possible.

• Aussi bien la situation agricole que l'instabilité due au recours à des prêts bancaires à moyen terme font que les échanges Est-Ouest risquent d'être plus fluctuants que les échanges entre par exemple pays de l'OCDE.

• S'agissant de l'aptitude supposée des pays d'Europe de l'Est à ajuster leurs importations en fonction des besoins, même les pays à économie planifiée ne sont pas totalement libres d'interrompre comme ils jugent bon les entrées de biens de consommation. L'instabilité évoquée plus haut concernera donc vraisemblablement plus les importations de biens d'équipement — avec toutes les conséquences qui en résulteront pour la croissance planifiée des pays de l'Est et la situation de l'emploi dans les industries occidentales concernées.

• Selon certains analystes, le début des années 1980 pourrait être marqué par une crise de service de la dette dans l'un ou l'autre des pays de l'Est. Il s'agirait d'une situation où soit les créanciers occidentaux auraient à accepter un certain rééchelonnement de la dette, soit le « parapluie » — à supposer qu'il existe — devrait être ouvert. Cette prévision ne fait cependant pas l'unanimité, et il est évident qu'il est de l'intérêt tant de l'Est que de l'Ouest de mettre tout en œuvre pour éviter un tel développement.

• Enfin, on a besoin de meilleures informations économiques et financières de la part des emprunteurs de l'Est. Jusqu'à présent,

ceux-ci n'ont eu à fournir aux banques ni autant de renseignements sur leur endettement que devrait donner par exemple un pays en développement dans une situation financière analogue, ni le calendrier de leur remboursement. Cet état de choses devra sans doute se modifier si les pays de l'Est veulent continuer à emprunter, notamment si, comme cela semble probable, les conditions financières à l'Ouest deviennent plus tendues qu'elles ne le sont actuellement et si les emprunteurs se livrent à une plus vive concurrence.

## Relations Est-Ouest dans un contexte plus large

La véritable signification des nouvelles relations économiques Est-Ouest ne peut, pour un certain nombre de raisons, être comprise que dans la perspective de l'économie mondiale vue dans son ensemble.

Les produits manufacturés légers à forte intensité de main-d'œuvre exportés par les pays de l'Est se heurtent sur les marchés occidentaux à des importations comparables en provenance des pays en développement. De même, les demandes d'emprunt des pays d'Europe de l'Est sur les marchés financiers occidentaux rivaliseront — ou risquent de le faire — avec les besoins de financement des pays en développement, lorsque l'offre de capitaux ne sera plus aussi abondante qu'elle l'est actuellement. Enfin, un certain nombre de problèmes qui se posent dans le dialogue Nord-Sud — libéralisation des importations, aide financière, mécanismes de stabilisation des prix des produits de base, etc. — ne pourront être qu'incomplètement traités aussi longtemps que l'on ne prendra pas en considération les pays d'Europe de l'Est.

On devient par conséquent de plus en plus conscient de la nécessité d'envisager certaines de ces questions dans une optique mondiale, en même temps qu'il y a des observateurs qui ont le sentiment qu'en longue période, il faudrait encourager les pays de l'Est à jouer un rôle plus actif, dans certaines institutions économiques internationales. A l'heure actuelle, seuls quatre pays de l'Est (Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Hongrie) sont membres du GATT et seule la Roumanie est membre de la Banque mondiale et du FMI.

En attendant au moins les travaux statistiques et analytiques, et autant que possible les négociations politiques, doivent s'inscrire dans une perspective mondiale d'ensemble. Il n'y a aucun doute que d'importants progrès sont possibles dans cette voie.



# JUSQU'OU L'AUGMENTATION

Les gouvernements sont de plus en plus soumis à deux types de pressions contradictoires : augmenter les dépenses — diminuer les impôts. Pour définir le cadre analytique dans lequel doit s'inscrire le difficile arbitrage politique entre ces deux exigences, le Groupe de travail N° 2 du Comité de politique économique de l'OCDE a réalisé, sous le titre « Évolution des dépenses publiques », une étude approfondie dont l'article qui suit met en lumière les principaux éléments (1).

Les dépenses publiques ont progressé au cours des vingt dernières années dans tous les pays de l'OCDE beaucoup plus rapidement que la production : leur part dans le PIB est passée d'une moyenne de moins de 30% au milieu des années cinquante à plus de 40% au milieu des années soixante-dix (graphique A) et deux pays — les Pays-Bas et la Suède — ont dépassé les 50% considérés par certains économistes comme un « chiffre magique » — et cela bien qu'il soit le double des 25% qu'avait

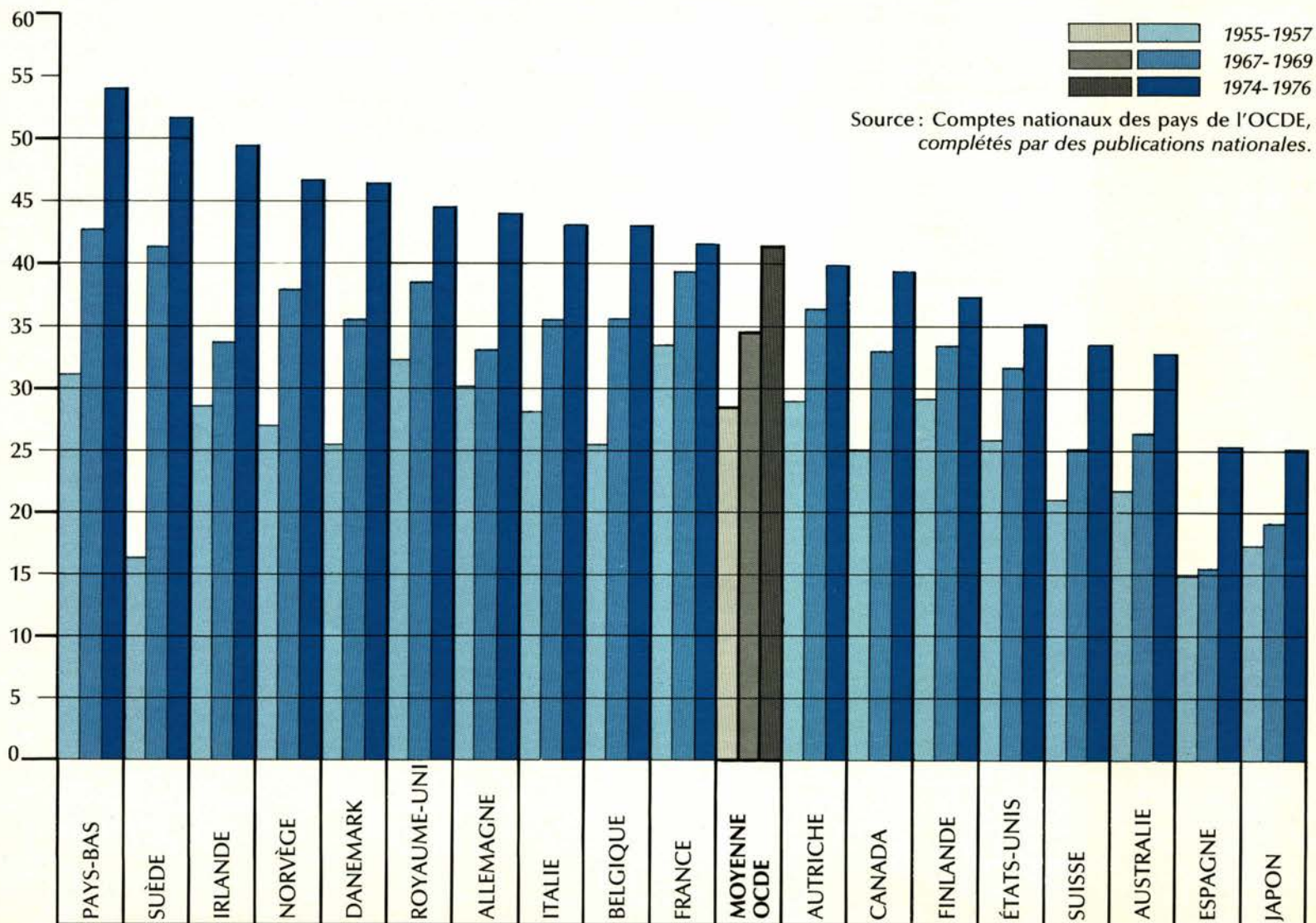
définis comme limite il y a un quart de siècle, l'Australien Colin Clark. Même les pays qui, en termes relatifs, ont les niveaux de dépenses les plus bas — l'Espagne et le Japon — ont dépassé, bien que ce soit de peu, ce chiffre.

Quelles forces sont en jeu ? Quelle est la probabilité d'une poursuite de la tendance à la hausse ? Les besoins de base en matière de consommation collective ont-ils été satisfaits dans nos sociétés ? Connaîtra-t-on, malgré la persistance de la demande, un arrêt de l'augmentation

des dépenses publiques à cause de ses effets indirects négatifs sur l'investissement, et donc sur l'emploi, la croissance et sur d'autres paramètres économiques ? L'augmentation sera-t-elle ralentie ou la tendance renversée par des révoltes de contribuables — directes ou indirectes, c'est-à-dire sous forme d'une inflation par la fiscalité ? Ce sont là quelques-unes des questions que pose le

(1) Les dépenses publiques, telles qu'elles sont définies dans le rapport, comprennent les dépenses courantes et les dépenses en capital ainsi que les paiements de transfert des autorités nationales, provinciales (ou des États), des collectivités locales, de la sécurité sociale. Elles excluent les dépenses des entreprises ou des sociétés publiques qui commercialisent l'essentiel des biens et des services qu'elles produisent. De ce fait, les chiffres des dépenses publiques présentés dans le rapport ne correspondent pas nécessairement aux dépenses couvertes par les budgets des différentes administrations publiques.

**A. DÉPENSES PUBLIQUES TOTALES, 1955-1976**  
en pourcentage du PIB aux prix courants — moyennes de trois années





# DES DÉPENSES PUBLIQUES ?

rapport de l'OCDE tout en reconnaissant d'une part, que le choix de l'équilibre entre activité publique et privée est au fond autant une question politique qu'économique, de l'autre, qu'il s'agit d'un domaine où les attitudes de l'opinion publique peuvent changer de façon spectaculaire sur une période relativement courte.

## Diversité des expériences

Une des observations les plus frappantes de l'étude de l'OCDE est négative : il ne semble pas y avoir d'évolution typique de l'augmentation des dépenses publiques. En effet, quatre groupes se dégagent si l'on classe les pays de l'OCDE en fonction de l'accroissement de ces dépenses.

- Six petits pays (Belgique, Danemark, Irlande, Norvège, Pays-Bas et Suède) où la part des dépenses publiques dans le PIB s'est le plus fortement accrue — de deux tiers ou plus — au cours des vingt dernières années, principalement en raison d'une augmentation nettement supérieure à la moyenne des dépenses « sociales ».

- Le Canada, où les dépenses publiques rapportées au PIB ont connu une hausse de plus de 50%, en partie à cause de l'augmentation exceptionnellement rapide des dépenses d'enseignement.

- L'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, les États-Unis, la Grèce, le Japon et le Royaume-Uni où le pourcentage du PIB correspondant aux dépenses publiques s'est accru d'un tiers ou quelquefois d'un peu plus.

- La Finlande, la France et la Nouvelle-Zélande où l'accroissement a été le plus lent (les deux derniers étant au départ les pays de l'OCDE où les dépenses publiques étaient les plus élevées en pourcentage du PIB).

Quant à l'élasticité des dépenses, c'est au Danemark et en Suède que l'augmentation des dépenses publiques, pour une hausse donnée du PIB, a été la plus forte, en France et en Nouvelle-Zélande qu'elle a été la plus faible.

Considérés en même temps que le niveau actuel des dépenses, ces chiffres ne donnent aucune indication d'une quelconque relation entre croissance des dépenses publiques et stade d'industrialisation ou niveau de revenu par habitant d'un pays. Il n'est pas davantage établi que les pays dans lesquels les services publics sociaux étaient au départ peu développés, tâchent d'accroître leurs dépenses dans un effort de rattrapage. S'il en avait été ainsi, la dimension des secteurs publics des pays de l'OCDE se serait uniformisée alors que l'on constate au contraire une dispersion croissante.

Malgré cela, certaines contraintes sont communes à la plupart des pays comme le sont aussi les préoccupations quant à l'influence éventuellement négative du secteur public sur la croissance économique à long terme. Cette préoccupation ne concerne pas seulement la dimension des dépenses en tant que telle ou le rôle que jouent les gouvernements sur les marchés financiers, mais aussi le fait que le secteur public, par le truchement de la fiscalité et de la réglementation, peut entraîner une diminution de la motivation du travail et de l'esprit d'initiative dans différents domaines. La préoccupation concerne aussi la difficulté d'arriver à une affectation efficace des ressources lorsque le secteur non marchand s'agrandit.

## Pression n° 1 : expansion

Les pressions visant à augmenter les dépenses publiques sont, dans une large mesure, note le rapport de l'OCDE, « une réaction naturelle à l'augmentation générale du niveau de vie ». Lorsque les revenus se sont accrus, les demandes de services tels que l'enseignement, la santé, la culture, la préservation et l'amélioration de l'environnement urbain ont augmenté plus que proportionnellement. Une plus grande richesse absolue peut aussi rendre les inégalités relatives moins tolérables et entraîner de fortes pressions pour une redistribution des revenus et l'amélioration de l'égalité d'accès à des services essentiels comme la santé, l'enseignement et le logement. L'économiste Rodney Dobell exprime comme suit cette évolution : « L'augmentation des dépenses publiques que nous avons pu observer constitue en fait une décision collective concernant l'utilisation des fruits de la croissance. Une partie de l'augmentation rapide des dépenses publiques est la traduction chiffrée de la prestation de services qui ne sont pas produits par le marché, une autre correspond à la poursuite de l'équité en matière de dépenses sociales. »

### ● Programmes sociaux

Les dépenses sociales — enseignement, garantie des ressources et santé publique (2) étaient devenues au milieu des années soixante-dix la principale composante des dépenses publiques, représentant quelque 46% du total, contre un peu plus de 40% du début des années soixante et 37% dix ans plus tôt (tableau 1).

C'est l'élargissement du champ d'application des programmes qui a de loin le

plus contribué à cet accroissement — augmentation des taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur, accroissement de la fraction de la population admise à bénéficier de prestations-maladie, de pensions, d'allocations familiales et d'indemnités de chômage — en nature ou en espèces. En moyenne, 20% de la population se trouvent actuellement dans l'enseignement supérieur et 10% touchent une pension-vieillesse financée sur fonds publics. Dans la plupart des pays, la quasi-totalité de la population peut bénéficier de prestations-maladie financées sur fonds publics, bien qu'il y ait quelques exceptions — dont notamment les États-Unis — où l'assurance-santé ne couvre que 40% de la population totale.

Deuxième facteur responsable de l'accroissement des dépenses sociales : la hausse des coûts de ce secteur par rapport à celle des autres biens et services. Ce facteur a été à l'origine du cinquième de l'augmentation des dépenses de santé et de plus de deux cinquièmes de celle des dépenses d'enseignement. Les hausses des rémunérations ont particulièrement affecté le coût des soins hospitaliers aux États-Unis, en Suède et en Italie, et celui des soins ambulatoires en Australie et au Royaume-Uni. En revanche, les prix des produits pharmaceutiques ont dans tous les pays fléchi par rapport aux autres prix à la consommation. Les prix de l'enseignement semblent avoir augmenté en termes relatifs, mais particulièrement vite aux Pays-Bas, au Japon, en Autriche et en Allemagne. Cette tendance ascendante des prix relatifs est commune à tous les services publics et tient en partie aux possibilités apparemment limitées d'améliorer la productivité, au moins pour autant que les méthodes utilisées actuellement permettent de la mesurer.

On suppose en général que les facteurs démographiques exercent une forte influence sur la demande de dépenses sociales puisque les besoins de différents services sont très clairement déterminés par la dimension des groupes auxquels ces services sont destinés. C'est le cas par exemple des dépenses de garantie des ressources qui sont responsables de plus d'un tiers de l'accroissement total des dépenses publiques. Quant aux pensions-vieillesse, il va de soi qu'elles sont particulièrement sensi-

(2) L'analyse, qui n'inclut pas le logement dans les dépenses pour les programmes sociaux, s'appuie sur trois rapports déjà publiés : « Dépenses publiques d'enseignement », « Dépenses publiques affectées aux programmes de garantie des ressources » (1976) et « Dépenses publiques de santé » (1977).



# 1. ÉVOLUTION DES DÉPENSES PUBLIQUES DE CARACTÈRE SOCIAL (sauf logement) DE 18 PAYS MEMBRES DE L'OCDE — 1962 A 1974

en pourcentage du PIB aux prix courants

A: début des années 1960 B: milieu des années 1970	Enseignement		Garantie des ressources		Santé		Dépenses « sociales » totales		Élasticité des dépenses « sociales » totales par rapport au PIB
	A	B	A	B	A	B	A	B	
ALLEMAGNE	2,1	3,0	11,9	12,4	2,5	5,2	16,5	20,6	1,25
AUSTRALIE	2,4	3,8	4,7	4,0	2,5	5,0	9,6	12,8	1,33
AUTRICHE	2,6	4,0	14,1	15,3	2,9	3,7	19,6	23,0	1,17
BELGIQUE	3,8	4,9	11,7	14,1	3,1	4,2	18,6	23,2	1,25
CANADA	3,5	6,5	5,4	7,3	2,5	5,1	11,4	18,9	1,66
DANEMARK	(4,0)	(7,0)	6,5	9,9	3,7	6,5	14,2	23,4	1,65
ÉTATS-UNIS	3,6	5,3	5,5	7,4	1,2	3,0	10,3	15,7	1,52
FINLANDE	4,8	5,6	6,7	9,9	2,5	5,5	14,0	21,0	1,50
FRANCE	2,1	3,2	11,8	12,4	3,1	5,3	17,0	20,9	1,13
GRÈCE	(1,7)	(2,3)	6,0	7,1	1,8	2,3	9,5	11,7	1,23
IRLANDE	(3,0)	(4,9)	5,3	6,4	2,8	5,4	11,1	16,7	1,50
ITALIE	3,2	4,0	7,5	10,4	2,9	5,2	13,6	19,6	1,44
JAPON	3,0	2,6	2,1	2,8	1,9	3,5	7,0	8,9	1,28
NORVÈGE	4,1	4,9	5,1	9,8	2,5	5,3	11,7	20,0	1,72
NOUVELLE-ZÉLANDE	2,8	4,4	7,6	6,5	3,3	4,2	13,7	15,1	1,10
PAYS-BAS	(2,8)	5,9	8,6	19,1	2,8	5,1	(14,2)	29,1	2,04
ROYAUME-UNI	3,7	4,4	4,4	7,7	3,2	4,6	12,6	16,7	1,33
SUÈDE	4,0	5,9	6,0	9,3	3,6	6,7	13,6	21,9	1,61
<b>MOYENNE OCDE</b>	<b>3,2</b>	<b>4,9</b>	<b>7,3</b>	<b>9,5</b>	<b>2,7</b>	<b>4,9</b>	<b>13,2</b>	<b>18,8</b>	<b>1,42</b>

(1) Les pourcentages indiquant la part des dépenses d'enseignement dans le PIB se rapportent aux dépenses courantes, sauf dans les cas du Danemark et de l'Irlande pour lesquels il n'existe pas de ventilation des dépenses publiques dans Dépenses publiques d'enseignement.

(2) Les pourcentages indiqués pour les dépenses d'enseignement portent en général sur les années 1960 et 1970; ces pourcentages se rapportent aux années 1962 et 1972 pour les dépenses de garantie des ressources, et aux années 1962 et 1974 pour les dépenses de santé. Certains programmes « sociaux » ayant subi des accélérations ou des

ralentissements dans plusieurs pays pendant les années 1970, les pourcentages exprimant la part des dépenses « sociales » totales dans le PIB ne sont qu'un ordre de grandeur illustrant approximativement la situation actuelle.

Sources D'après OCDE, Dépenses publiques d'enseignement (Nouvelle-Zélande exceptée); Dépenses publiques affectées aux programmes de garantie de ressources (Grèce exceptée); Dépenses publiques de santé; Comptes nationaux de la Grèce et de la Nouvelle-Zélande.

bles à l'évolution de la pyramide des âges. En revanche, les modifications de la structure démographique des pays de l'OCDE ne semblent pas avoir eu depuis le début des années soixante beaucoup d'influence sur les dépenses publiques d'enseignement ou de santé.

L'évolution future des dépenses sociales dépendra naturellement, pour une large part, de la mesure dans laquelle elles ont déjà contribué à la réalisation des objectifs que la société s'est fixés, mais l'étude de l'OCDE n'a guère pu dégager autre chose que des conclusions très générales à ce sujet. Des progrès considérables ont été accomplis vers la réalisation de l'objectif « assurance sociale », à savoir la couverture complète par l'assurance de base des malades, des chômeurs et des personnes âgées. Mais, d'après les données dont on dispose, il ne semble pas qu'il y ait une amélioration de l'état de santé des populations de la zone OCDE correspondant à la forte augmentation des dépenses dans ce domaine. D'autre part, les programmes sociaux ne paraissent pas avoir permis de progresser autant qu'on aurait pu l'es-

pérer vers la réduction des inégalités des chances et des revenus. Il subsiste encore une pauvreté relative importante. L'accès réel aux soins médicaux n'est pas toujours également assuré: certaines régions sont mal desservies et les groupes à faibles revenus font moins usage que les autres des services de santé, sans doute parce qu'ils sont moins bien armés pour en tirer profit. Pour ce qui est de l'enseignement, on a en général soutenu que l'augmentation de la scolarisation a contribué à créer une population active mieux formée et qu'elle a, par là même, favorisé la croissance économique et la diffusion des valeurs culturelles. Cette thèse est cependant depuis quelque temps remise en question devant les difficultés croissantes d'emploi que rencontrent même les jeunes qui ont reçu une bonne formation. A cela s'ajoute que les résultats scolaires continuent à se ressentir des inégalités sociales.

En généralisant à l'extrême, on pourrait donc dire qu'au cours de la dernière décennie la société a plus ou moins réussi à atteindre ce que l'on pourrait appeler ses objectifs « démocratiques »

sur le plan social — extension des programmes à une part aussi large que possible de la population intéressée —, mais qu'elle n'a progressé qu'assez lentement dans la voie des objectifs plus « égalitaires » — aide sélective aux catégories économiquement vulnérables et socialement désavantagées. En fait, dans la mesure où l'effort fait pour généraliser l'application des programmes sociaux a freiné le relèvement du montant des prestations, une certaine antinomie a même pu exister entre ces deux objectifs. Cela conduit à se demander si les améliorations futures des programmes sociaux ne devraient pas, de façon plus sélective, viser à fournir de l'aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Étant donné que dans de nombreux pays tous les citoyens ont accès à certains services de base et peuvent compter sur un minimum de ressources, on peut faire valoir que dans l'ensemble les pays de l'OCDE sont à un tournant. Bien que l'on ne puisse prétendre qu'il suffise désormais d'assurer « la bonne marche et l'entretien » des services sociaux publics, il y a de bonnes raisons de penser que la



croissance des dépenses pourra à l'avenir être sensiblement ralentie. Il semble exister des possibilités considérables de rationalisation des programmes de manière à mieux les adapter à leurs objectifs. Cette rationalisation pourrait par elle-même libérer les ressources nécessaires à une nouvelle expansion qui permettrait de répondre aux besoins nouveaux et de faire certaines améliorations supplémentaires, en particulier d'accroître le montant des prestations accordées aux bénéficiaires les plus nécessiteux.

Pour montrer plus en détail les conséquences qu'aurait une telle politique, on a établi des projections jusqu'à 1985 des dépenses d'enseignement, de garantie des ressources et de santé en utilisant trois hypothèses différentes : politique inchangée, modifications du taux d'admissibilité, modifications du niveau des prestations (tableau 2). Les résultats vont d'un faible accroissement des dépenses considérées à une augmentation de 6,5% du PIB. Cela est à comparer à une hausse moyenne de 5,6% au cours des quinze dernières années. L'ampleur même de cet écart met en lumière l'importance des choix qui doivent être faits dès à présent et dans les dix prochaines années en matière de dépenses publiques.

Si l'estimation la plus élevée se réalisait, il serait possible d'accomplir de nouveaux progrès importants vers une plus grande égalité des revenus et des chances. En plus, cela permettrait d'instituer des programmes novateurs, visant à aider les citoyens, et plus particulièrement les jeunes, à mieux s'adapter à l'évolution des conditions sociales et culturelles et aussi aux nouvelles aspirations qui se font jour. A cela s'ajoute que des programmes de ce genre auraient — au moins potentiellement — pour effet indirect d'améliorer la flexibilité du marché du travail.

D'un autre côté, la possibilité existe de profiter de l'occasion pour ralentir considérablement l'augmentation future des dépenses sociales. Cependant, un accroissement faible ou nul de la part des dépenses publiques dans le PIB exigerait une politique extrêmement rigoureuse et rendrait nécessaire, pour maintenir aussi bien la qualité des services que la valeur réelle des prestations, une sensible amélioration de l'efficacité des programmes.

Il paraît par conséquent probable que les dépenses sociales continueront à progresser, même si ce n'est qu'à un rythme modéré. Si cela était le cas, il faudrait, pour maintenir les dépenses publiques totales à leur niveau actuel, freiner l'expansion d'autres secteurs du domaine public (tableau 3).

#### • Autres dépenses

Une telle modération risque cependant d'être moins facile à obtenir que par

le passé pour plusieurs raisons. Tout d'abord, si les dépenses consacrées à la défense nationale ont, dans l'ensemble, diminué, au moins en termes relatifs, au cours des dix dernières années, il semble aujourd'hui que beaucoup de pays souhaitent les stabiliser, et que certains envisagent même de les accroître modérément. La deuxième raison tient au fait que, bien que le coût du service de la dette publique ait augmenté de moins d'un demi-point pour l'OCDE dans son ensemble entre le milieu des années cinquante et le milieu des années soixante-dix, sa progression s'est récemment accélérée du fait de l'ampleur des déficits budgétaires. En conséquence, si l'on devait freiner l'accroissement des dépenses publiques totales, l'essentiel des compressions devrait se faire nécessairement sur les deux autres principaux domaines — logement et infrastructure urbaine, d'un côté, aide à l'industrie de l'autre. Faute d'études détaillées de ces deux fonctions, les observations sur les demandes futures dont elles feront l'objet sont nécessairement aléatoires.

On pourrait supposer que, du fait de l'affaiblissement des pressions démographiques et de l'ampleur du parc existant de logements, les dépenses publiques dans ce domaine accuseront un fléchissement. Cependant, beaucoup de ces logements sont vétustes et la mobilité de la population des pays de l'OCDE crée constamment de nouvelles deman-

des. Un indice de cette mobilité : les citadins, qui en 1950 constituaient à peine plus de 50% de la population de l'ensemble de la zone, en représentent actuellement les deux tiers.

Il est probable que les demandes en matière d'infrastructure urbaine, et notamment de transports et de diverses structures d'enseignement, de culture et de santé liées à la vie citadine seront à l'avenir beaucoup plus importantes. Là encore on se trouve en présence de nombreuses inconnues, mais il semblerait que les migrations entre zones rurales et urbaines puissent servir au moins à maintenir la demande relative à son niveau actuel. Il se pourrait en outre que l'on connaitra une intensification de la demande de rénovation de l'infrastructure et qu'un certain nombre de retards importants aient à être comblés, notamment dans les villes anciennes dont les ressources ont ces derniers temps baissé (Londres ou New York par exemple), et aussi dans certaines agglomérations nouvelles en expansion rapide.

Pour ce qui est des transports, le fait que la hausse du niveau de vie ait entraîné une demande de mobilité accrue et une augmentation consécutive de l'importance des dépenses dans ce domaine n'implique pas nécessairement un accroissement des dépenses publiques à ce titre. Si la diminution relative de l'utilisation des transports publics et une plus

## 2. PROJECTION DES DÉPENSES PUBLIQUES COURANTES DE CARACTÈRE SOCIAL JUSQU'EN 1985 DANS LA ZONE OCDE

Fonction	Part dans le PIB début années 70	Variations hypothétiques jusqu'en 1985 dans différents scénarios en % du PIB			dont : effet des variations des prix relatifs*
		Scénario 1 Politique inchangée	Scénario 2 Modifications du taux d'admissibilité	Scénario 3 Modifications des prestations	
Enseignement	5,3	1,0	1,5	2,2	1,5
Garantie des ressources	8,7	0,1	1,1	3,7	—
Santé	4,4	0,7	0,8	- 0,2	0,5
<b>Total des dépenses « sociales » (8 pays)</b>	<b>18,4</b>	<b>1,8</b>	<b>3,4</b>	<b>5,7</b>	

Scénario 1 « Politique inchangée » veut dire pour l'enseignement et la garantie des ressources aucun changement du ratio de couverture ou de prestations réelles; on a par contre tenu compte des changements démographiques. Pour la santé, ce scénario suppose un taux plus bas d'augmentation des coûts et aussi un taux d'utilisation moins élevé que par le passé; une telle tendance est manifeste depuis un certain nombre d'années.

Scénario 2 « Modification du taux d'admissibilité » suppose un élargissement du champ d'application des programmes et un abaissement de l'âge de la retraite de sorte que la « situation la meilleure », déjà réalisée dans certains pays, serait atteinte partout. Pour l'enseignement on suppose une augmentation des taux de scolarisation.

Scénario 3 « Modification des prestations » suppose un accroissement des montants des transferts par personne dans le cas des garanties des ressources, une réduction de la durée de séjour moyenne et du taux d'admission dans les hôpitaux ainsi que du montant des prestations au titre des soins médicaux; dans le cas de l'enseignement, on a supposé que les montants de ressources réelles utilisés par élève tendraient à converger vers la « situation la meilleure ».

\* Identique dans les trois scénarios.

— Sans objet.



### 3. VENTILATION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES PUBLIQUES DANS HUIT PAYS DE L'OCDE

Moyenne 1973-1975 (ou années voisines) — en pourcentage du PIB aux prix courants

		Services généraux des administrations publiques	Défense	Enseignement	Santé	Assistance sociale	Logement et aménagement à usage public	Autres services collectifs
A = Dépenses de consommation finale B = Transferts et subventions (y compris les transferts en capital) C = Dépenses brutes de capital fixe								
ALLEMAGNE (1)	A	3,36	2,84	3,45	0,71	0,77	0,33	0,36
	B	0,61	0,08	0,34	4,49	14,16	0,31	0,07
	C	0,22	0,02	0,89	0,29	0,12	0,48	0,15
AUSTRALIE (2)	A	3,10	2,40	4,65	2,58	0,47	0,22	0,57
	B	0,56	—	0,50	1,55	5,88	0,05	n.d.
	C	0,44	—	0,93	0,38	0,04	0,22	0,16
BELGIQUE (3)	A	1,63	2,32	4,56	0,13	0,87	0,02	0,13
	B	0,57	0,07	1,40	3,79	17,05	n.d.	n.d.
	C	0,13	—	0,79	0,08	0,03	0,05	0,01
CANADA (1) (4)	A	3,83	1,72	4,68	4,79	1,16	1,25	0,81
	B	0,12	—	1,23	0,12	8,10	0,14	0,12
	C							
ÉTATS-UNIS (4)	A	2,74	5,91	4,80	0,45	1,21	0,56	0,56
	B	2,35	0,42	0,19	1,07	7,36	0,14	n.d.
	C							
ITALIE	A	3,72	2,15	4,44	0,74	0,93	0,38	0,10
	B	0,49	—	0,39	6,34	15,11	0,09	0,24
	C	0,11	—	0,55	0,11	0,10	0,33	0,07
JAPON (5)	A	2,58	0,84	3,44	0,64	0,62	0,25	0,18
	B	0,08	—	0,03	2,06	3,51	0,05	0,06
	C	0,29	0,02	0,73	0,25	0,14	1,13	0,14
ROYAUME-UNI	A	2,79	5,06	4,33	4,22	1,11	0,52	0,40
	B	0,59	0,03	1,18	0,03	9,08	1,46	0,04
	C	0,48	0,09	0,62	0,38	0,10	1,67	0,11

(1) 1973. (2) Exercices budgétaires. (3) 1973-74. (4) Les dépenses en capital sont comprises dans les dépenses de consommation finale. (5) L'OCDE, 1975 et renseignements non publiés communiqués à l'OCDE par des services statistiques; Eurostat, Comptes nationaux; publications nationales d'enseignement, Dépenses publiques de santé. n.d. = non disponible

large utilisation des voitures particulières se sont traduites par de vastes programmes de construction routière, le nouveau réseau de routes à grande circulation est dans beaucoup de pays en voie d'achèvement. D'autre part, comme le taux de progression du trafic semble devoir se ralentir à l'avenir, l'accroissement des dépenses publiques pourrait en faire autant. Au total, la demande de dépenses publiques pour les infrastructures de transport pourra devenir moins forte que par le passé.

Si l'on considère l'évolution possible des programmes publics en faveur de l'industrie, de la main-d'œuvre et de l'emploi, il semble peu probable, si la tendance à la reprise économique se confirme, que les dépenses de ce type s'accroissent encore fortement. L'alourdissement — lié à la récession — des dépenses afférentes à l'indemnisation du chômage et aux programmes d'emploi s'est déjà traduit par un net accroisse-

ment de la part des dépenses publiques allouée à ce domaine, alors même que la base des ressources — le PIB — se contractait. Dans des conditions normales, on pourrait considérer qu'une reprise de la production et de l'emploi contribuerait à une stabilisation, voire à une certaine diminution, de cette catégorie de dépenses publiques. Mais si le chômage structurel demeurerait élevé pendant une grande partie de la reprise, les gouvernements pourraient être de plus en plus sollicités de mettre en œuvre de nouveaux programmes. Ce problème est étroitement lié à celui de l'aide à l'industrie, dont une grande partie vise à soutenir l'emploi.

La conclusion qui se dégage de l'analyse de l'OCDE est donc qu'il existerait encore de très nombreuses demandes à satisfaire si, au lieu de les comprimer, l'on jugeait possible d'accroître les dépenses publiques. Il est en outre probable que la croissance économique en soi,

et l'évolution des goûts qui accompagne la progression des revenus, conduiront à la formulation de demandes de dépenses publiques qui, jusqu'ici n'étaient que latentes. Les besoins de services de garde des enfants par exemple qui, il y a vingt ans, étaient pratiquement ignorés, revêtent aujourd'hui une importance croissante dans la mesure où les femmes sont de plus en plus nombreuses à participer à la population active et où elles éprouvent le besoin d'une plus grande diversification de leur mode de vie. Si cela ne risquait pas de compromettre les autres objectifs économiques, les gouvernements souhaiteraient sans doute satisfaire ces demandes. De toute façon, même en l'absence de nouvelles initiatives, les dépenses publiques continueraient vraisemblablement à s'accroître modérément du fait, en grande partie, de la poursuite de la hausse des coûts relatifs des services qui relèvent normalement du secteur public.



Agriculture	Commerce et industrie	Transports et communications
0,05 0,62 0,02	0,18 0,34 0,29	0,51 1,20 1,39
0,56 n.d. 0,23	0,55 0,60 0,13	0,25 n.d. 1,82
0,14 0,32 0,01	0,18 0,95 0,07	0,57 2,05 1,13
0,63 1,15	0,57 1,40	3,01 4,40
0,15 0,09	0,50 0,01	n.d. 0,53
0,22 0,37 0,26	0,13 0,88 0,53	0,48 1,48 0,87
0,59 1,06 1,22	0,07 0,11 0,01	0,06 0,09 1,90
0,17 0,84 0,08	0,27 1,31 0,25	0,63 1,11 0,91

1972. Sources: Comptes nationaux des pays de l'OCDE; OCDE, Dépenses publiques des pays Membres; OCDE, Dépenses pu-

## Pression n° 2: freinage

Mais qu'en est-il de la capacité des gouvernements de financer ces biens et ces services? «Face à la demande d'une consommation collective accrue, le plus important facteur limitatif a été, et sera à l'avenir, l'influence d'un secteur public en expansion sur la capacité de croissance de l'économie elle-même», conclut le rapport. Les dépenses publiques sont naturellement en partie destinées à encourager cette croissance en améliorant la capacité de production et l'utilisation du PIB. Mais, au moins au-delà d'un certain point, un accroissement trop rapide des dépenses publiques peut réduire cette même capacité de production en augmentant la probabilité d'une affectation inefficace des ressources et en diminuant les incitations à travailler et à investir.

En plus, au-delà d'un certain seuil, une croissance trop rapide du secteur public peut provoquer des actions de repré-

sailles par des groupes à l'extérieur de ce secteur visant à restaurer leur part du revenu et de la production. Cette compétition peut à son tour être source de pressions inflationnistes. Pour évaluer ces contraintes et répondre à la question «les dépenses publiques ont-elles atteint leur limite?», l'étude de l'OCDE analyse d'abord l'évolution des recettes.

### ● Évolution des recettes gouvernementales

Les recettes gouvernementales ont naturellement augmenté en même temps que les dépenses publiques dans la zone OCDE: le poids fiscal est passé de 25% du PIB au milieu des années cinquante à presque 35% vingt ans plus tard.

On pourrait supposer que la possibilité d'introduire de nouvelles augmentations des impôts dépend, au moins dans une certaine mesure, du niveau déjà atteint à cet égard, et plus spécialement de l'ampleur des dernières augmentations. Mais en fait, aucune relation précise ne peut être établie. La France par exemple qui, au début des années soixante, avait la pression fiscale la plus forte de tous les pays de l'OCDE n'a enregistré depuis lors qu'une faible augmentation. En revanche, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède, où le niveau de la fiscalité était également élevé, ont vu ce dernier s'accroître rapidement depuis lors et dépasser aujourd'hui le seuil de 45 ou de 50%. Même dans des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et les États-Unis, où la pression fiscale est faible, la situation n'a pas évolué de la même façon: dans les deux premiers pays, le poids de la fiscalité s'est nettement alourdi, principalement du fait des programmes sociaux financés par l'impôt, tandis que cela n'a pas été le cas aux États-Unis. De toute évidence, s'il existe un plafond fiscal, il varie d'un pays à l'autre.

Des trois grandes catégories d'impôts examinées — cotisations de sécurité sociale, impôts directs et indirects — ce sont les deux premières qui, au cours des vingt dernières années, ont été les sources de nouvelles recettes les plus dynamiques. Les cotisations de sécurité sociale ont plus que doublé, passant de 3,4 à 7,6% du PIB. Selon le rapport de l'OCDE, la phase d'augmentation accélérée, au moins dans les pays qui ont des régimes bien établis, est vraisemblablement terminée. On a fait valoir que les cotisations sont mieux acceptées que l'impôt sur le revenu par exemple — les avantages étant plus personnalisés et plus visibles. Cependant cet argument ne peut être utilisé sans limite, notamment lorsque, avec le temps, les cotisations de sécurité sociale sont de plus en plus ressenties comme une autre forme d'imposition.

Quant aux impôts directs sur les sociétés et les personnes physiques, leur part dans le PIB est passée de 8,9 à 13%.

Au cours des dix dernières années, les impôts directs sur les entreprises sont restés stationnaires par rapport au PIB et ils ne paraissent pas devoir être une source dynamique de recettes à l'avenir, à moins d'un renversement de la tendance comme résultat de la reprise économique et d'une augmentation consécutive de la part des profits dans le revenu national au cours des prochaines années. Mais, même dans ce cas, les gouvernements hésiteront sans doute à majorer la pression fiscale sur les sociétés de crainte de décourager l'investissement. Une prise en compte plus généralisée de l'inflation dans la comptabilité des entreprises et le recours à d'autres mesures telles que des crédits d'impôt ou un régime d'amortissement accéléré pourraient réduire les obligations fiscales des sociétés qui depuis quelque temps atteignent des niveaux très élevés.

Il est probable que l'impôt sur le revenu des personnes physiques, dont la part dans le PIB a régulièrement progressé au cours des dix dernières années, restera la principale source de recettes nouvelles, conclut le rapport de l'OCDE, en particulier si la reprise économique se confirme et entraîne une hausse des revenus. Toutefois, à cause de la prise de conscience accrue des contribuables de ce qu'ils paient en impôts et de ce qu'ils reçoivent en échange, il sera plus difficile pour les gouvernements de laisser l'inflation pousser les revenus dans des tranches d'imposition plus élevées. Un ralentissement de l'inflation aurait naturellement par ailleurs pour effet d'empêcher une augmentation de ce type d'impôt. Dans quelques pays, l'Italie et la France par exemple, les recettes de l'État pourront s'accroître si les efforts entrepris pour limiter l'évasion et la fraude fiscales étaient couronnés de succès.

Du côté des impôts indirects (dont la part dans le PIB est restée constante), il se peut que les droits d'accise fléchissent par rapport au revenu, mais les taxes sur la valeur ajoutée, assez récentes, peuvent procurer des recettes supplémentaires dans la mesure où elles s'étendent à de nouveaux biens et services.

### ● Alourdissement des impôts et attitudes des contribuables

La capacité des gouvernements d'augmenter les impôts dépendra non seulement des institutions et des conditions nationales mais également de la perception qu'ont les contribuables du lien qui existe entre les impôts qu'ils paient et les prestations qu'ils reçoivent en échange.

Les contribuables qui cherchent à éviter des impôts plus lourds peuvent réagir de diverses façons qui sont susceptibles de limiter la capacité d'imposition des pouvoirs publics. Cela doit être pris en compte lorsqu'on pèse les avantages et les inconvénients d'un alourdissement de la pression fiscale. La réaction des





La révolte des contribuables a pris en Californie la forme d'une proposition, soumise au référendum, destinée à faire baisser l'impôt foncier. Ci-dessus: Howard Jarvis (à droite) défend la proposition contre le sénateur Peter Behr (à gauche), favorable à une mesure moins radicale.

contribuables peut s'exprimer sous différentes formes :

- actions dans le cadre parlementaire
- protestations en dehors du processus parlementaire
- évasion fiscale
- actions au niveau de la détermination des rémunérations
- diminution de la motivation du travail.

Le rapport de l'OCDE concentre son analyse sur les deux dernières formes d'action.

L'inflation par la fiscalité résulte du combat que se livrent divers secteurs et groupes afin de préserver leurs revenus réels et leur part des accroissements futurs du revenu national. Lorsqu'un groupe estime que sa position est menacée par des prélèvements fiscaux trop rapides, sa réaction est de chercher à obtenir un relèvement de son revenu nominal, dont l'effet sera d'alimenter l'inflation. Pour vérifier l'existence du phénomène d'inflation par la fiscalité, les économistes de l'OCDE ont eu recours à un modèle économétrique qui leur a permis d'arriver à la conclusion que les impôts sur le revenu des personnes physiques contribuent de plus en plus à créer une telle attitude. Les indications d'une inflation de ce type sont particulièrement nettes dans les pays scandinaves, en Australie, en Belgique et au Royaume-Uni, elles le sont moins au Canada, aux États-Unis, en France, en Italie, au Japon et aux Pays-Bas. Il ne s'agit par conséquent d'aucune façon d'un phénomène universel.

Dans les pays où une inflation par la fiscalité existe, un certain nombre de conclusions doivent en être tirées. La première est que la capacité des contribuables à accepter des relèvements d'impôts connaît une limite au-delà de laquelle les pressions inflationnistes ne feront que s'exacerber. Deuxièmement,

l'étude suggère que les niveaux de la fiscalité pourraient être maintenant plus près d'atteindre cette limite que cela n'était le cas il y a quelques années. Il pourrait continuer d'en être ainsi pendant encore assez longtemps en raison de l'effet défavorable exercé sur la progression des revenus par le renchérissement du pétrole et la nécessité de redistribuer les ressources en faveur de l'investissement et des exportations. Toutefois, si l'accroissement du revenu national était supérieur au taux requis pour couvrir ces divers besoins et permettait une progression raisonnable des revenus des particuliers, il serait possible d'envisager plus facilement de nouvelles augmentations des impôts.

Une deuxième limite potentielle à l'aptitude des gouvernements à relever les impôts tient au fait qu'une action dans ce sens risque de réduire la production étant donné l'effet de dissuasion qu'exercent sur la main-d'œuvre des taux d'imposition marginaux élevés. Une étude antérieure de l'OCDE (3) était arrivée à la conclusion que la fiscalité n'avait guère d'effets décelables sur l'offre de main-d'œuvre, encore que les taux d'activité des femmes semblaient plus sensibles aux modifications dans ce domaine que ceux des hommes. Cependant, dans certains pays d'Europe du Nord, un nouvel alourdissement des taux d'imposition risquerait peut-être de provoquer des réductions de l'effort de travail.

\*  
\*\*

Par conséquent, même si les gouvernements restent soumis à des pressions pour augmenter leurs dépenses, les contraintes seront vraisemblablement plus sévères à l'avenir qu'elles ne l'étaient au cours des années soixante et au début des années soixante-dix. Beaucoup de pays paraissent avoir atteint les

limites de la capacité d'imposition, et, à moins d'une profonde évolution des préférences collectives, il est probable que la fiscalité n'augmentera plus à l'avenir qu'à peu près au même rythme que les revenus. Cela empêcherait toute augmentation significative des dépenses publiques en tant que part du PIB à moins que les gouvernements ne choisissent d'avoir plus largement recours aux deux autres sources de recettes concevables : les taxes d'utilisation des services publics et l'emprunt.

Les gouvernements ont toujours hésité à recourir plus largement aux taxes d'utilisation parce qu'elles sont supposées avoir un effet régressif sur la répartition des revenus et qu'elles sont faciles à instaurer seulement pour un nombre assez limité de services. Toutefois, étant donné que le secteur public assure de plus en plus de services qui présentent des caractéristiques de « biens privés », et qui sont souvent fournis par des entreprises privées, les possibilités de recourir à des taxes d'utilisation augmentent. De l'autre côté, la persistance des anticipations inflationnistes rendra probablement les gouvernements prudents pour ce qui est de ces taxes en raison de leurs répercussions sur les prix. Dans un avenir plus éloigné cependant, ils pourraient y avoir plus largement recours.

Les emprunts publics pourraient également jouer un rôle croissant, mais pas dans les toutes prochaines années dans la mesure où la plupart des gouvernements souhaitent réduire leurs déficits budgétaires.

A long terme, la possibilité pour le secteur public d'avoir un déficit budgétaire qui n'alimenterait pas l'inflation dépendra de la relation entre épargne privée et investissement privé. Lorsque, par exemple, le secteur public a pris la responsabilité d'activités privées, comme les transports, qui auparavant étaient financées en partie par l'emprunt privé, un déficit structurel continu peut se défendre. Cela est également vrai lorsque l'épargne privée a augmenté à cause d'un accroissement de la consommation collective au détriment de la consommation privée. Dans ces exemples, le déficit ne serait pas inflationniste aussi longtemps qu'il a juste la dimension nécessaire pour absorber — aux niveaux souhaitables de production, d'emploi et de prix — l'excès d'épargne privée par rapport à l'investissement privé qui avait été prévu.

Pour ces raisons, il est d'une importance cruciale que les décisions clés soient pesées à la lumière de critères économiques et de choix sociaux fondamentaux au lieu d'être dictées par des préoccupations exagérément rigides concernant les vertus de « l'équilibre budgétaire ».

(3) *Les aspects théoriques et empiriques des effets de la fiscalité sur l'offre de main-d'œuvre*, Paris 1975.



# CONSOLIDATION DE LA DETTE TURQUE

par Alfred Kuehn, secrétaire du  
Consortium d'aide à la Turquie de l'OCDE

Un Groupe de travail nouveau du Consortium d'aide à la Turquie de l'OCDE a décidé de consolider et de réaménager une partie importante de la dette de ce pays. Cela s'inscrit dans une série d'actions entreprise par la communauté internationale pour aider le gouvernement turc à financer le déficit de la balance des paiements et à atteindre un meilleur équilibre économique tout en maintenant la vigueur de la croissance.

## Un problème structurel...

Bien que la Turquie connaisse depuis 1961 un des taux de croissance les plus élevés des pays de l'OCDE — avec une progression moyenne du PNB d'environ 7 % par an — elle est restée le pays le moins développé des Membres de l'Organisation. Quelque 12 % seulement de la population active sont employés dans l'industrie et plus de 60 % travaillent dans l'agriculture ; le PNB par tête est d'environ 1000 dollars, contre — à l'autre bout de l'échelle — 9000 dollars pour la Suède. Si la croissance de la population s'est quelque peu ralentie, elle reste de loin la plus rapide de la zone OCDE — de 2,4 % par an.

Malgré une amélioration notable de l'infrastructure et des installations industrielles, l'économie de la Turquie demeure vulnérable. Sauf entre 1972 et 1974, le compte des opérations courantes a été constamment déficitaire. La Turquie y a fait face grâce à l'aide extérieure, fournie par le Consortium, et, plus récemment, grâce à des emprunts sur l'Euromarché, surtout à court terme.

La stratégie économique turque a consisté à essayer de fabriquer sur place des produits de substitution aux importations et l'on n'a montré que peu d'intérêt pour le développement des exportations et du tourisme. A cause des conditions climatiques, la croissance de la production agricole a souvent été assez irrégulière, avec des variations atteignant 20 % ou plus d'une campagne à l'autre, et la situation sur le marché mondial a souvent entraîné une accumulation de stocks agricoles. Des contraintes externes et internes de ce type compliquent la réalisation des projets de développement de la Turquie. La création d'une épargne adéquate et le transfert de ressources suffisantes pour financer le programme d'investissements public posent à cet égard un problème particulièrement ardu.

## ... aggravé par la crise pétrolière et la récession

L'économie turque a été gravement éprouvée ces dernières années. Les importations ont progressé de plus de 2 milliards de dollars à la suite du renchérissement du pétrole et d'autres produits utilisés par l'industrie, tandis que les exportations ont stagné en raison de la récession mondiale. Le déficit de la balance des paiements a été en 1977 de 3 milliards de dollars. Cette même année, le taux d'inflation a atteint 50 % et celui du chômage 20 % de la population active non agricole. Beaucoup d'installations industrielles travaillaient considérablement au-dessous de leur capacité tandis que s'aggravait le déficit des matières premières importées et des approvisionnements industriels. Les réserves en devises s'amenuisant, la dette extérieure à court terme a atteint, fin 1977, 6 milliards de dollars.

## Stabilisation et réformes de structures

La Turquie prend actuellement des mesures énergiques pour redresser la situation — réduction du déficit budgétaire, restrictions des crédits pour le secteur public et diminution de la masse monétaire. En mars, la



L'exploitation du potentiel touristique de la Turquie peut apporter une contribution considérable à l'expansion économique. Ci-dessus : une des grandes attractions touristiques - Sainte-Sophie à Istanbul.

livre turque a été dévaluée de 30 %. L'on espère que l'ensemble de ces mesures permettront pour 1978 de ramener à 1 1/2 milliard de dollars le déficit des comptes courants de la balance des paiements.

En plus du réaménagement de la dette, les pays Membres de l'OCDE et la Banque mondiale accorderont des crédits d'un montant de quelque 500 à 700 millions de dollars pour la réalisation de grands projets d'investissement dans les secteurs industriels modernes et dans l'infrastructure. La Turquie a d'autre part obtenu du FMI un crédit de 450 millions de dollars pour une durée de deux ans.

Ce supplément de devises et le réaménagement de la dette devraient donner à la Turquie le répit nécessaire, favoriser des transformations structurelles de l'économie et, en particulier, renforcer sa capacité de gagner des devises par l'exportation de biens et de services.

Il ne sera cependant pas facile pour la Turquie d'améliorer sa situation. Si le secteur industriel peut se flatter de posséder de nombreuses installations modernes, les activités ne sont pas réparties d'une manière satisfaisante entre les différents secteurs et les différentes régions. Les chefs d'entreprise turcs ont traditionnellement concentré leurs efforts sur les marchés intérieurs très actifs en négligeant quelque peu les marchés d'exportation et l'infrastructure nécessaire pour participer à l'essor du tourisme. Mais le potentiel de la Turquie est important et incite à l'optimisme. D'ici à l'automne, la Turquie aura défini la stratégie du prochain plan quinquennal, qui fera sans aucun doute une place essentielle à la nécessité de réformes structurelles.

Pour éviter de stagner, la Turquie devra avancer rapidement, car il n'est guère possible de comprimer davantage les importations, qui augmenteront certainement de nouveau dès que l'expansion économique aura repris de la vigueur. Un autre problème sera posé par l'accroissement du service de la dette lorsque les délais de grâce prévus dans le cadre du réaménagement prendront fin. Etant donné le niveau actuel du revenu par tête, les possibilités pour la Turquie d'obtenir une aide étrangère assortie de conditions libérales sont devenues plus limitées. Il est toutefois évident que le pays a besoin d'un soutien financier dans des conditions particulièrement favorables jusqu'à ce que les mesures qu'il est nécessaire de prendre pour développer les exportations et le tourisme commencent à faire sentir leurs effets.



# LES PAYS DE L'OCDE FACE À LA CONSTRUCTI

La crise de la construction navale s'est encore aggravée.

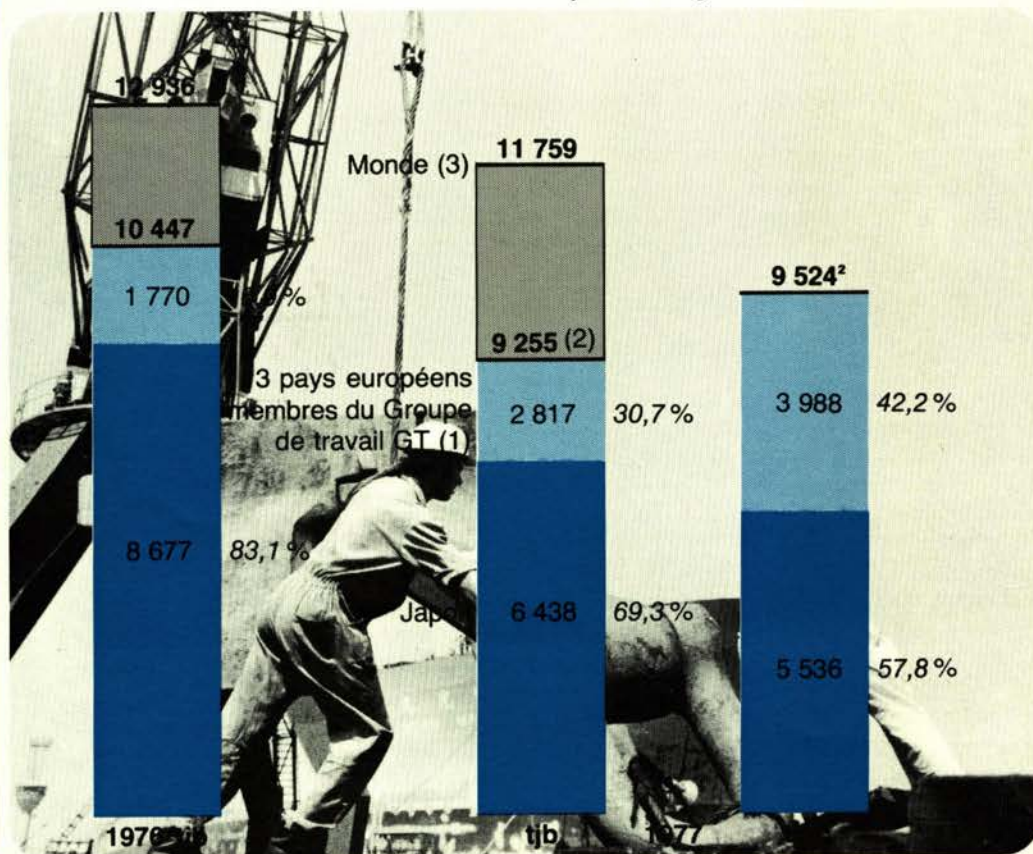
Selon les dernières statistiques, les carnets de commandes ont connu une baisse considérable et les nouvelles commandes sont à un niveau extrêmement faible.

Un Groupe de travail du Conseil de l'OCDE (voir encadré)

se préoccupe de ces problèmes; il se réunit quatre ou cinq fois par an sous la présidence de l'ambassadeur Albert Grübel, chef de la mission permanente de la Suisse auprès de l'OCDE. Après la dernière réunion, le président du Groupe de travail a décrit, lors d'une conférence de presse, dont rend compte l'article qui suit, les progrès accomplis jusqu'à présent.

## A. NOUVELLES COMMANDES

milliers de tonnes et pourcentage



## 1. RÉPARTITION TRIMESTRIELLE DES NOUVELLES COMMANDES POUR 1977

milliers de tonnes et pourcentage - chiffres provisoires

		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
		milliers de tonnes	milliers de tonnes	milliers de tonnes	milliers de tonnes
tjb	13 pays européens du GT (1)	625 583	879 164	750 001	591 127
	Japon	2 118 382	1 664 486	1 432 479	1 223 150
tjbc	13 pays européens du GT (1)	778 201	1 072 983	1 210 294	974 347
	Japon	1 722 198	1 222 150	1 193 874	1 398 174

(1) Voir encadré

(2) Total après avoir tenu compte des rectifications signalées pour l'ensemble de l'année

(3) Source: Lloyds' Register of Shipping

tjb : tonneau de jauge brute

tjbc : tonneau de jauge brute compensée. Cette mesure tient compte de plusieurs éléments, notamment de l'emploi incorporé.



# A CRISE DE ON NAVALE

dispositifs destinés à réduire sa capacité de production notamment par une réduction des heures de travail.

Grâce au nouveau système d'informations réciproques élaboré et mis en place par le Groupe de travail — et qui permet de suivre l'évolution des carnets de commandes, des nouvelles commandes ainsi que de la production de navires achevés (voir tableaux) —, les données dont on dispose maintenant montrent que les mesures prises par le Japon ont été efficaces, en particulier en ce qui concerne une répartition plus équitable des nouvelles commandes. Pour ce qui est des carnets de commandes, sa situation est moins bonne que celle des pays européens et en ce qui concerne les navires achevés, il est clair qu'il n'a pas «monopolisé le marché mondial», sa part dans ce marché ayant même diminué. La coopération internationale a par conséquent donné des résultats dans ce domaine ce qui pour le Groupe de travail est une source de satisfaction évidente.

Quant à la restructuration et la modernisation de l'industrie de la construction navale dans les pays Membres, c'est-à-dire la réduction appropriée de la capacité,

«nous sommes», a constaté l'ambassadeur Grübel, «moins avancés». Certains pays ont pris des mesures d'aide à la construction navale, mais peu ont effectivement déjà décidé et mis en œuvre des programmes de restructuration et de ré-

duction des capacités. Les efforts du Groupe de travail devront tendre vers un partage équitable du fardeau de la crise et cela implique la poursuite et l'approfondissement de la coopération internationale.

## 2. CARNETS DE COMMANDE

milliers de tonnes et pourcentage

		1976		1977			
			%		%		%
tjb	13 pays européens du GT (1)	21 177	56,9	12 885	58,2		
	Japon	16 080	43,1	9 241	41,8		
	<b>TOTAL GT</b>	<b>37 257</b>	<b>100</b>	<b>22 126</b>	<b>100</b>		
	Monde (2)	55 373		36 725			
tjbc				(3)	%	(4)	%
	13 pays européens du GT (1)	19 454	64,7	14 359	64,5	11 266	61,5
	Japon	10 612	35,3	7 897	35,5	7 059	38,5
	<b>TOTAL GT</b>	<b>30 066</b>	<b>100</b>	<b>22 256</b>	<b>100</b>	<b>18 325</b>	<b>100</b>

(1) Voir encadré.

(2) Source: *Lloyds' Register of Shipping*.

(3) Avec les coefficients 1967.

(4) Avec les coefficients intérimaires 1977.

### Le Groupe de travail sur la construction navale

Lorsqu'ont commencé les graves difficultés de l'industrie de la construction navale, l'OCDE disposait déjà d'un cadre pour les discussions qui s'imposaient: le Groupe de travail sur la construction navale, composé de quinze pays Membres et trois pays observateurs (1), à savoir pratiquement toutes les nations concernées par le problème.

Après avoir mis en place un arrangement sur les crédits à l'exportation de navires, le Groupe a conclu en 1972 un «arrangement général concernant l'élimination progressive des obstacles aux conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction navale» et adopté en 1976 des «lignes d'orientation générale pour les politiques gouvernementales dans l'industrie de la construction navale».

(1) Membres: Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, CEE; observateurs: Canada, États-Unis, Portugal.

## 3. RÉPARTITION MONDIALE DES NAVIRES ACHEVÉS

milliers de tonnes et pourcentage

		1974		1975		1976		1977	
			%		%		%		%
tjb	Total Europe OCDE	12 300	36,7	13 020	38,1	12 540	37,0	10 250	37,3
	Japon	16 290	48,6	15 810	46,2	15 930	46,9	11 680	42,4
	Autres pays OCDE	1 120	3,3	710	2,1	1 070	3,2	1 350	4,9
	<b>TOTAL OCDE</b>	<b>29 710</b>	<b>88,6</b>	<b>29 540</b>	<b>86,4</b>	<b>29 540</b>	<b>87,1</b>	<b>23 280</b>	<b>84,6</b>
	Reste du monde	3 830	11,4	4 660	13,6	4 380	12,9	4 250	15,4
	<b>TOTAL MONDIAL</b>	<b>33 540</b>	<b>100</b>	<b>34 200</b>	<b>100</b>	<b>33 920</b>	<b>100</b>	<b>27 530</b>	<b>100</b>
tjbc	Total Europe OCDE	7 110		8 160		7 680		(1) 8 290	(2) 6 850
	Japon	7 910		7 300		7 860		7 130	7 440
	Autres pays OCDE	1 080		530		640		1 010	800
	<b>TOTAL OCDE</b>	<b>16 100</b>		<b>15 990</b>		<b>16 180</b>		<b>16 430</b>	<b>15 090</b>

(1) Avec les coefficients 1967.

(2) Avec les coefficients intérimaires 1977.



# BESOINS LIÉS AU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE ET PRÉVISIONS DE L'APPROVISIONNEMENT À LONG TERME

*Si l'on veut que le nucléaire joue un rôle essentiel dans la satisfaction des besoins futurs en énergie, la décision de construire des centrales doit être étroitement liée au développement de l'ensemble des services industriels qui constitue le cycle du combustible nucléaire: prospection et extraction d'uranium, enrichissement, fabrication d'éléments de combustible nucléaire destinés à alimenter les centrales et — après déchargement du réacteur — stockage des éléments du combustible usés et retraitement pour séparer les déchets de l'uranium non utilisé et du plutonium qui s'est formé, puis stockage et évacuation des déchets.*

*L'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE (AEN) a analysé, selon différentes hypothèses, les perspectives jusqu'à l'an 2025 de l'offre et de la demande de ces services (1).*

Toute étude de l'offre et de la demande de différentes composantes du cycle du combustible nucléaire doit commencer nécessairement par une estimation de la croissance que connaîtra d'ici à la fin du siècle l'énergie nucléaire.

Pour estimer l'expansion de la capacité nucléaire installée au cours de cette période, deux hypothèses très différentes ont été retenues aboutissant à deux scénarios: celui d'une expansion correspondant à la *tendance actuelle* et celui d'une *forte expansion*. Dans les deux, des réacteurs à eau ordinaire prédomineront jusqu'à la fin du siècle.

L'expansion correspondant à la *tendance actuelle* table sur le maintien non seulement des schémas actuels de la consommation et de l'offre d'énergie, mais aussi des délais de construction de nouveaux réacteurs. Elle reflète également le sentiment de plusieurs pays, qui jugent qu'il est possible d'attendre une ou deux décennies pour prendre définitivement position à l'égard du nucléaire — c'est la tendance qui à l'heure actuelle doit être considérée comme la plus réaliste (tableau 1). En faisant ces estimations, on a supposé que l'inquiétude manifestée récemment par le public à l'égard de l'énergie nucléaire et la sensibilisation croissante des gouvernements au problème de la prolifération des armes nucléaires n'auraient pas de nouvelle incidence notable sur l'évolution. Si cela s'avérait faux, il est probable qu'il en résulterait une nouvelle baisse des prévisions, notamment après 1985.

La *forte expansion* reflète les objectifs de programmes nucléo-énergétiques ambitieux, lancés en réaction à l'embargo sur le pétrole, à la hausse des coûts et à l'éventualité d'une pénurie de combustibles classiques. Bien que plusieurs de ces programmes aient pris du retard, les prévisions resteraient applicables, si la

consommation d'énergie recommençait à progresser à un rythme plus rapide et si l'offre de combustibles classiques subissait de nouvelles restrictions.

Quant à la période éloignée, les estimations, fondées sur l'extrapolation des schémas de croissance antérieurs, ainsi que sur des analyses des tendances démographiques et de l'utilisation d'énergie, donnent une fourchette de 2 150-6 650 GWe pour l'année 2025. Ces chiffres constituent des prolongements à long terme des estimations reposant sur les deux scénarios — *tendance actuelle* et *forte expansion* respectivement. L'ampleur de la fourchette est caractéristique de l'extrême incertitude qui entoure les prévisions à long terme dans ce domaine. Toutefois, comme pour cette période il s'agit moins de quantifier que de définir des relations générales entre les stratégies en matière de réacteurs et les besoins en service du cycle du combustible, ces incertitudes peuvent être tolérées.

## La période 1977-2000

Étant donné l'ampleur des besoins à court terme de l'industrie nucléo-énergétique en uranium (voir encadré) et en services du cycle du combustible d'ici à la fin du siècle, des efforts vigoureux s'imposent si l'on veut accroître les capacités actuelles de production. Les besoins en uranium — de quelque 23 000 tonnes en 1977 — pourraient atteindre les niveaux indiqués dans le graphique A. En comparant ces chiffres à ceux de la capacité de production mondiale pour la période 1977-1990, on constate que les besoins correspondant à la tendance actuelle pourraient être satisfaits, mais que ceux qui correspondent à une forte expansion seraient loin d'être couverts.

Bien que les besoins cumulés (tableau 2) soient inférieurs aux ressources mondiales connues en uranium, dont on estime le total à environ 4 millions de tonnes dans la catégorie exploitable à moins de 130 dollars par kg d'uranium métallique, un très gros

### 1. EXPANSION DE LA PUISSANCE NUCLÉAIRE INSTALLÉE DANS LE MONDE

*puissance installée en GWe*

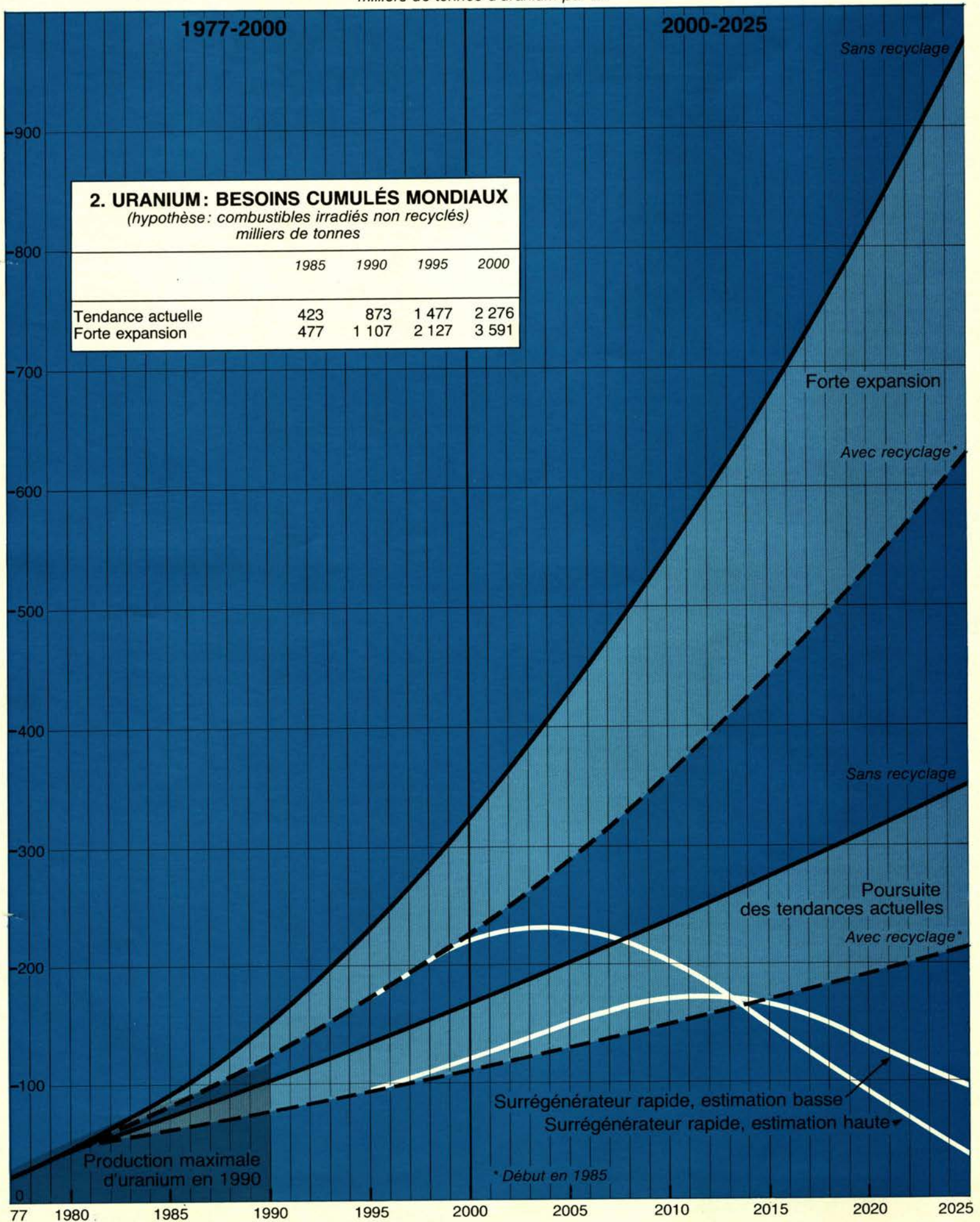
	1985	1990	1995	2000
Tendance actuelle	278	504	750	1 000
Forte expansion	368	700	1 220	1 890

(1) L'article résume les principales conclusions de deux rapports récents publiés par l'AEN: Besoins liés au cycle du combustible nucléaire et considérations sur l'approvisionnement à long terme et Uranium: ressources, production et demande.



# A. BESOINS ANNUELS MONDIAUX EN URANIUM

milliers de tonnes d'uranium par an



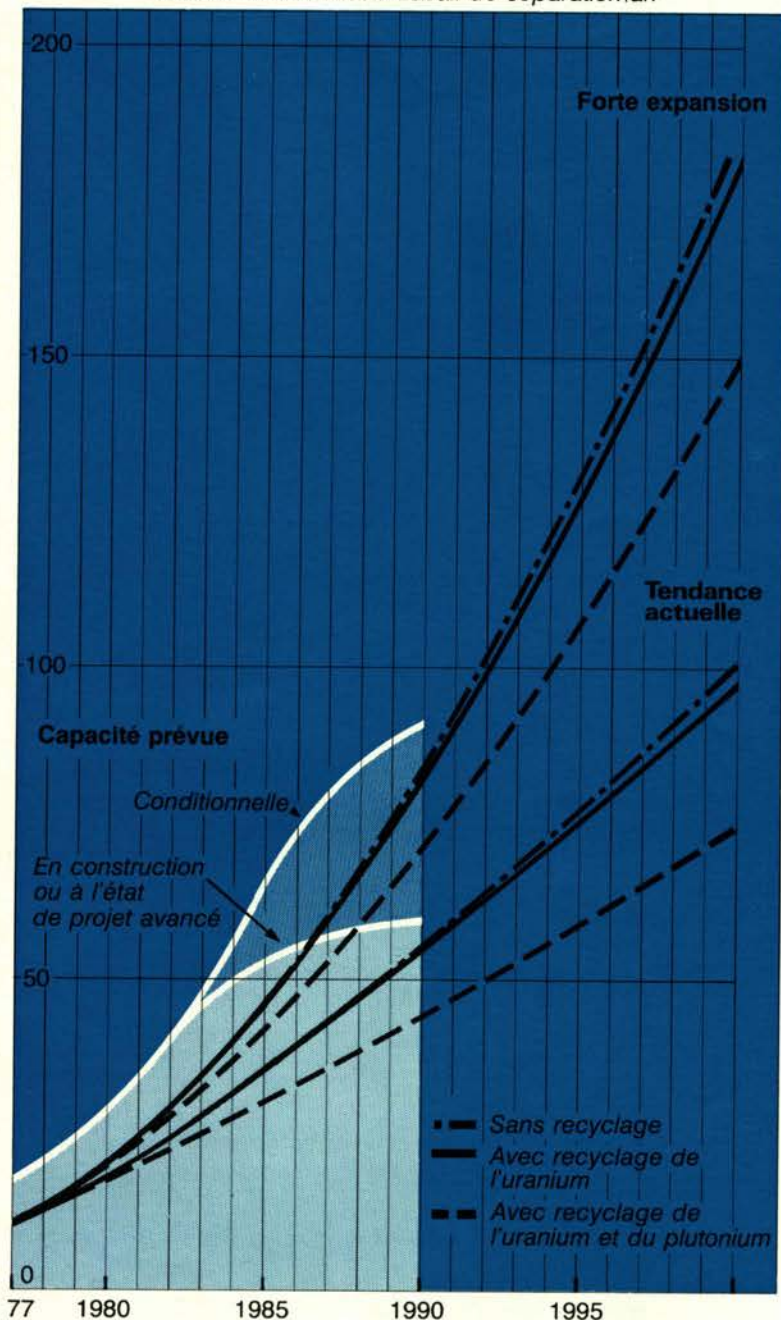
**2. URANIUM: BESOINS CUMULÉS MONDIAUX**  
 (hypothèse: combustibles irradiés non recyclés)  
 milliers de tonnes

	1985	1990	1995	2000
Tendance actuelle	423	873	1 477	2 276
Forte expansion	477	1 107	2 127	3 591



## B. BESOINS ANNUELS MONDIAUX EN SERVICES D'ENRICHISSEMENT 1977-2000

milliers de tonnes de travail de séparation/an



effort de prospection devra être déployé avant que celles-ci puissent être classées dans les réserves, c'est-à-dire dans la catégorie de ressources qui alimentent normalement la production. Il faut donc créer, dans les différents pays et au sein de la communauté internationale, un climat qui incite à faire cet effort et à atteindre les niveaux de production requis.

Les besoins en services du cycle du combustible vont eux aussi augmenter considérablement d'ici à la fin du siècle. Pour ce qui est de l'enrichissement (graphique B) et de la fabrication, l'offre a été suffisante jusqu'à présent et les capacités devraient s'accroître de façon à suivre la progression de la demande.

En ce qui concerne le retraitement, la situation est beaucoup plus complexe, car les pays membres ont des avis partagés pour ce qui est de la nécessité de ce service d'ici à l'an 2000. Les quantités de combustible irradié produites dans le monde, qui représenteront environ 2 000 tonnes de métal lourd cette année, augmenteront rapidement (tableau 3).

Dans les pays qui rejettent l'option du retraitement, l'accumulation du combustible irradié nécessitera la construction d'installations de stockage. Dans ceux qui entendent traiter le combustible

## URANIUM: RESSOURCES, PRODUCTION ET DEMANDE

### Réserves

Les réserves d'uranium, qui ont été définies comme étant les ressources raisonnablement assurées exploitables à un coût inférieur à 80 dollars par kg d'uranium ou 30 dollars par livre d'oxyde d'uranium représentent au total 1,65 million de tonnes. Ce chiffre est en augmentation de 482 000 tonnes par rapport à celui calculé en 1975 lorsque l'on avait utilisé un coût de 15 dollars par livre d'oxyde d'uranium pour définir les réserves — l'accroissement est imputable en grande partie à cette modification de la définition. Les réserves actuelles correspondent à vingt années environ de besoins prévisibles — soit jusqu'en 1998. Cependant, pour des raisons économiques, techniques et politiques, la totalité de ces réserves ne sera probablement pas exploitée et il se peut que des réserves supplémentaires soient nécessaires pour satisfaire les besoins pendant cette période.

### Ressources

Les ressources entrant dans la catégorie des ressources raisonnablement assurées exploitables à des coûts inférieurs à 130 dollars par kg d'uranium, s'élèvent à 2,2 millions de tonnes et les ressources supplémentaires estimées, entrant dans la même tranche de coût, atteignent 2,1 millions de tonnes. Malgré le relèvement de la limite supérieure de coûts à 130 dollars par kg d'uranium, ces chiffres totaux de ressources ne représentent que de faibles augmentations par rapport aux tonnages totaux des ressources exploitables à un coût inférieur à 80 dollars par kg estimées par l'AEN/AIEA il y a trois ans.

irradié provenant des réacteurs à eau ordinaire et/ou stocker le plutonium pour des programmes de surrégénérateurs rapides, il faut construire des installations de retraitement et des installations associées de gestion des déchets.

Le non-retraitement ou tout retard de mise sur pied de l'industrie de retraitement, non seulement contraindrait à adopter des mesures pour le stockage temporaire et à long terme des combustibles irradiés, mais compromettrait les possibilités de retraiter et de recycler, avant les années quatre-vingt-dix, d'importantes quantités de combustible provenant de réacteurs à eau ordinaire. Si le combustible irradié était retraité et recyclé à mesure qu'il est produit, les besoins cumulés jusqu'à l'an 2000 en uranium naturel et en services d'enrichissement diminueraient d'environ 15 à 20 %.

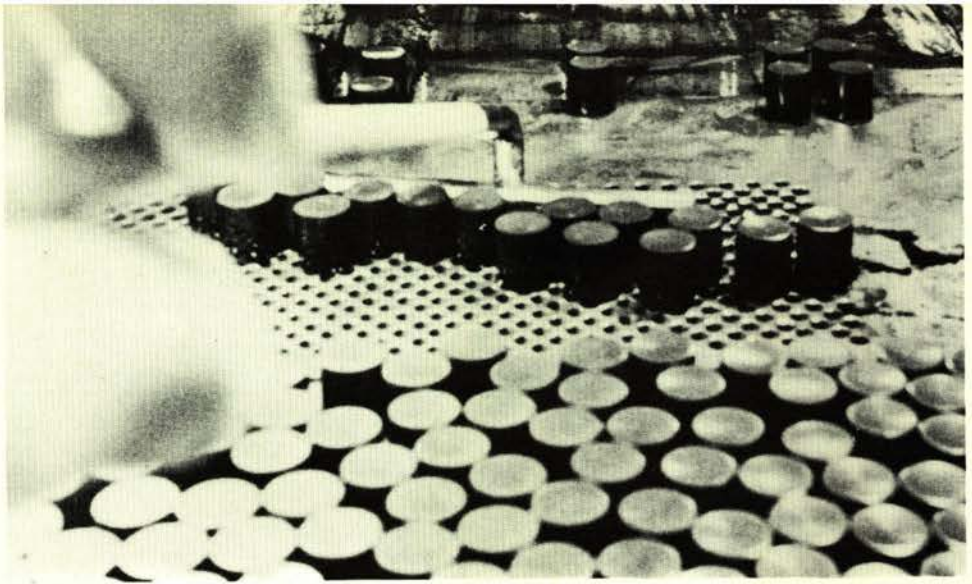
### 3. QUANTITÉS DE COMBUSTIBLE IRRADIÉ PRODUITES DANS LE MONDE

tendance actuelle / forte expansion  
milliers de tonnes d'uranium

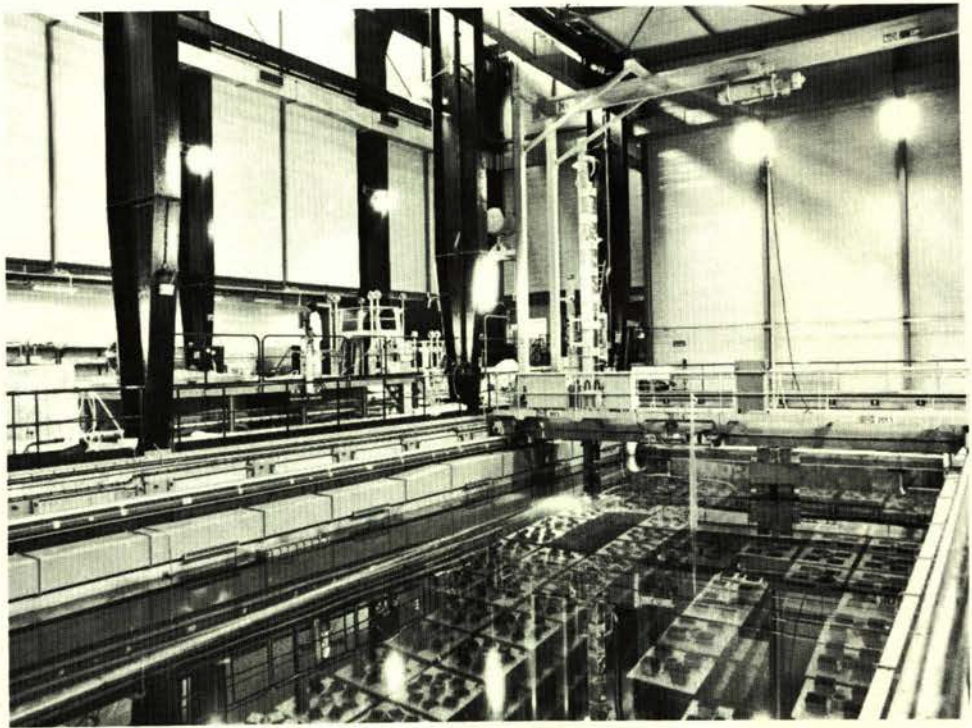
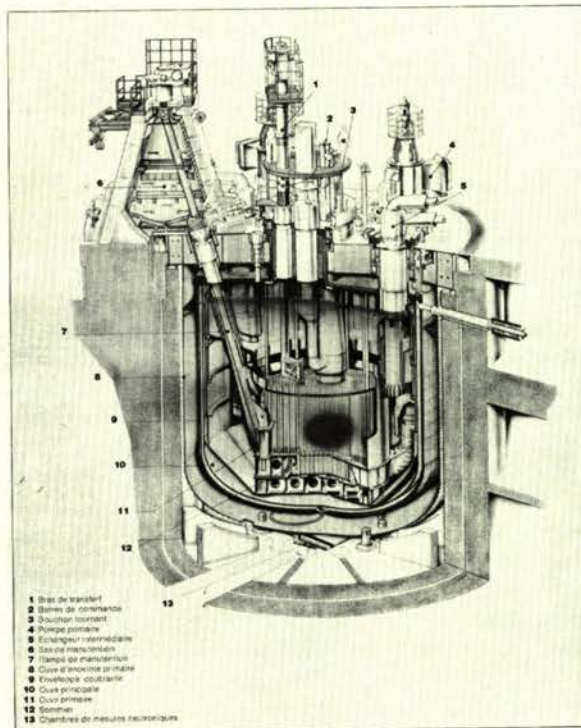
	1977	1985	1990	1995	2000
Quantités annuelles	2,2	5,9/6,5	11/14	18/26	27/48
Quantités cumulées		*33/34	76/88	151/191	269/384

\* Les chiffres sont cumulés à partir de 1977. En outre, environ 4 000 tonnes de combustible irradié étaient stockées avant 1977.





Ci-dessus à gauche : extraction d'uranium à Mary Kathleen, Australie. A droite : fabrication de pastilles d'oxyde d'uranium en Allemagne. Ci-dessous à droite : les éléments du combustible irradiés provenant de la génération actuelle de réacteurs sont stockés dans des piscines en attendant l'évacuation ou le retraitement. A gauche : le surrégénérateur utilisera comme combustible le plutonium extrait du combustible retraité.



## Le long terme : 2000-2025

Une analyse des diverses stratégies possibles en matière de réacteurs montre que, si l'on continue à s'en tenir aux réacteurs à eau ordinaire au cours de cette période, les ressources connues d'uranium s'épuiseront rapidement et l'énergie nucléaire sera reléguée à un rôle mineur dans la satisfaction des besoins énergétiques mondiaux. L'utilisation de réacteurs avancés (par exemple les réacteurs à eau lourde ou les réacteurs à haute température), peut largement contribuer à réduire les besoins globaux en uranium, mais se soldera encore par l'épuisement des réserves connues. En revanche, les réacteurs surrégénérateurs constitueront une source pratiquement inépuisable d'énergie à cause de leur utilisation beaucoup plus efficace des ressources uranifères connues. Le tableau 4 résume les besoins *annuels* et *cumulés* en uranium jusqu'à l'an 2025 pour les différentes stratégies à long terme.

On voit que l'introduction du surrégénérateur rapide (en particulier de celui dont le temps de doublement (2) est court) peut se traduire en 2025, par des besoins *annuels* en uranium nettement plus faibles qu'en l'an 2000 (graphique A). En revanche, d'autres stratégies continueront à en exiger jusqu'en 2025 des quantités croissantes. Par conséquent, les besoins *cumulés* se stabiliseront

vers 2025 si on introduit les surrégénérateurs, tandis que, si on choisit les autres stratégies, ils continueront à augmenter (ils pourraient tripler au cours des vingt-cinq années suivantes).

A l'heure actuelle, environ 4 millions de tonnes d'uranium ont été identifiées ou sont présumées exister dans les prolongements de districts connus. Par conséquent, toutes les stratégies envisagées supposent l'augmentation, dans des proportions variables, de ce que l'on considère actuellement comme ressources en uranium. La concentration des efforts passés de prospection sur des zones géographiques peu nombreuses a entraîné une concentration des ressources exploitables à bas prix dans un petit nombre de pays seulement — de très vastes régions du globe restent à explorer. Les perspectives de nouvelles découvertes sont donc excellentes mais, comme pour la période rapprochée, il faut créer un climat favorable si l'on veut que les efforts nécessaires soient effectivement déployés.

Les besoins en services du cycle du combustible (à l'exception peut-être de l'enrichissement) seront aussi beaucoup plus importants qu'au cours de la période rapprochée et appelleront probablement le développement de nouvelles techniques, par suite de

(2) Le temps nécessaire pour produire deux fois la quantité d'uranium dont le réacteur avait besoin à l'origine.



#### 4. URANIUM — BESOINS MONDIAUX JUSQU'EN 2025

Besoins annuels en 2025 milliers de tonnes par an		Stratégies à long terme	Besoins cumulés 1977-2025 millions de tonnes par an	
Expansion de la puissance nucléaire installée			Expansion de la puissance nucléaire installée	
Tendance actuelle	Forte expansion		Tendance actuelle	Forte expansion
350	990	Réacteurs à eau ordinaire (LWR), sans recyclage du combustible irradié .....	9,0	20
210	640	Réacteurs à eau ordinaire, avec recyclage du combustible irradié .....	5,8	13
290	840	Réacteurs à haute température (HTR) à combustible faiblement enrichi .....	7,6	17
240	660	Réacteurs à haute température à combustible fortement enrichi* .....	7,3	16
150	540	Réacteurs à eau lourde utilisant le cycle du thorium (HWR)* .....	6,4	16
95	40	Réacteurs surrégénérateurs rapides (FBR), temps de doublement de 12 ans .....	5,8	7,1
95	260	Réacteurs surrégénérateurs rapides, temps de doublement de 30 ans .....	5,8	9,3

\* Des ressources supplémentaires en thorium seraient nécessaires dans ce cas.

l'introduction de réacteurs avancés. Le retraitement du combustible irradié et le recyclage des matières fissiles qui dans le cadre de certaines stratégies deviendraient une obligation et non plus une éventualité, revêtiront à long terme une importance plus grande encore.

### Conclusions et recommandations

#### ● Offre et demande d'uranium

Bien que les ressources en uranium actuellement connues apparaissent suffisantes pour satisfaire les besoins de la puissance nucléaire installée jusque dans les années quatre-vingt-dix, deux conditions doivent être remplies si l'on veut que les approvisionnements ne constituent pas un facteur limitatif, à moyen ou à long terme.

1. Il doit y avoir une incitation suffisante pour créer un climat favorable à l'augmentation nécessaire de la capacité de production.
2. Le rythme des activités de prospection doit sans cesse s'accroître pour amener dans la catégorie des réserves, qui alimentent normalement la production, une quantité plus importante de ressources connues et de nouvelles découvertes.

Les incitations nécessaires pour assurer une offre suffisante d'uranium sont principalement d'ordre économique, mais il apparaît de plus en plus que des facteurs politiques peuvent influencer considérablement sur les aspects économiques dans ce domaine. C'est ainsi que les obstacles politiques à la liberté d'exploiter, de produire, et d'exporter de l'uranium peuvent contribuer à l'instabilité du marché et avoir des répercussions à long terme en entretenant des incertitudes quant à l'avenir de l'énergie nucléaire.

#### ● Réacteurs: les stratégies futures

Bien que les perspectives de trouver de l'uranium soient favorables, l'énergie nucléaire ne pourra constituer une source d'énergie importante et durable que si les filières de réacteurs choisies sont viables, c'est-à-dire utilisent efficacement les combustibles nucléaires. Cela signifie qu'il faut abandonner le plus tôt possible les réacteurs à eau ordinaire d'aujourd'hui en faveur des filières avancées. En effet, bien que les convertisseurs avancés (y compris ceux qui utilisent le thorium) économisent beaucoup plus d'uranium que les réacteurs actuels à eau ordinaire, ils conduisent eux aussi à l'épuisement des ressources prévisibles. Seule l'introduction du surrégénérateur rapide est de nature à entraîner un plafonnement des besoins en uranium.

De l'avis du Groupe de travail de l'Agence pour l'énergie nucléaire, sur la demande d'uranium, ces considérations militent fortement en faveur de la poursuite du développement et de la démonstration commerciale, non seulement du surrégénérateur, mais aussi des services connexes nécessaires à son succès. Il faut maintenant se familiariser avec les techniques appropriées de fabrication du combustible, de retraitement et de recyclage afin d'assurer à l'énergie nucléaire une expansion rapide et auto-entretenu à long terme. Étant donné l'importance que revêt la réduction du temps de doublement pour atteindre cet objectif, il est indispensable que les progrès de ces techniques soient aussi rapides que ceux du surrégénérateur lui-même.

Il convient toutefois de noter que la découverte de nouvelles ressources en uranium ralentirait le rythme de cette évolution et que l'étude de cycles du combustible anti-proliférants pourrait conduire à des résultats permettant une meilleure coordination des efforts internationaux consacrés aux convertisseurs et surrégénérateurs avancés.

#### ● Services du cycle du combustible

La demande future de services du cycle du combustible imposera à l'industrie un double effort: fournir une capacité suffisante, plusieurs fois supérieure à celle d'aujourd'hui, et s'adapter à de nouvelles techniques requises par les convertisseurs avancés et les surrégénérateurs. Il est indispensable que les services du cycle du combustible progressent au même rythme que la demande. Pour y parvenir, l'industrie devra toutefois faire face à des problèmes comparables à ceux que rencontrent les fournisseurs d'uranium — incertitudes concernant non seulement l'acceptation de l'énergie nucléaire par le public, mais aussi les critères de réglementation et l'attitude des gouvernements. De même, les questions des garanties internationales et de la non-prolifération qui ont conduit à la limitation des exportations d'uranium, pourraient influencer sur l'enrichissement, la fabrication du combustible (lorsqu'il s'agit de plutonium) et le retraitement. Comme dans le cas de l'uranium, il n'est pas souhaitable que chaque pays essaie d'assurer individuellement sa position en matière d'approvisionnement alors qu'une approche sur une base régionale pourrait s'avérer plus efficace. L'intérêt de tous les pays, partageant les mêmes soucis de non-prolifération, est de chercher, par la coopération et des mécanismes de contrôle internationaux, le moyen de s'assurer tous les services du cycle du combustible.



# SIGNATURE A TOKYO DE DEUX NOUVEAUX ACCORDS DE R-D

Le Japon prendra la direction d'un nouveau projet de recherche et de développement sur l'énergie des vagues aux termes d'un accord signé récemment à Tokyo par quatre pays membres de l'AIE. Coût: plus de 3 millions de dollars. Un autre projet, consacré à la conversion de la biomasse, est lancé par cinq pays membres. Par ailleurs, le Canada et le Japon ont adhéré à plusieurs accords de R-D existants portant sur les économies d'énergie, la climatisation par l'énergie solaire, l'énergie éolienne et des recherches sur l'énergie de fusion.

## Énergie des vagues

Pour les pays où la mer est, de façon à peu près permanente, très agitée à proximité du littoral, l'énergie des vagues peut constituer une ressource énergétique précieuse, qui a l'avantage d'être à son maximum pendant les mois d'hiver, lorsque la demande d'énergie atteint son point culminant. Dans le cadre du projet en question,

le Canada, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni participeront à la construction, à l'essai et à la comparaison de dispositifs permettant de domestiquer et d'utiliser l'énergie des vagues.

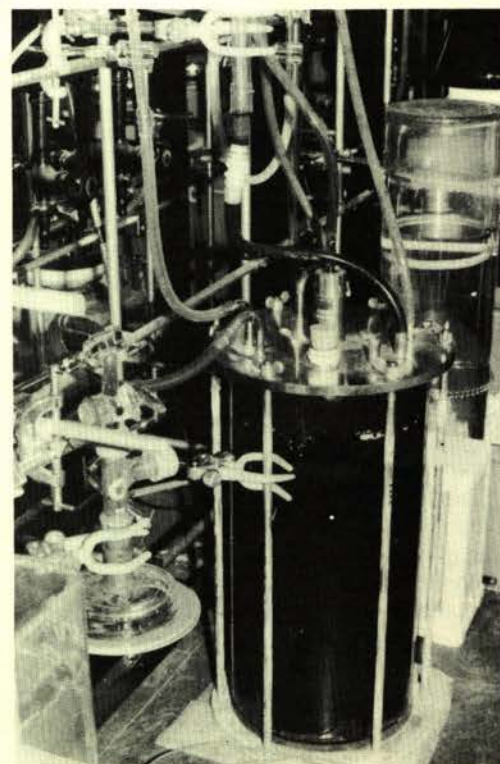
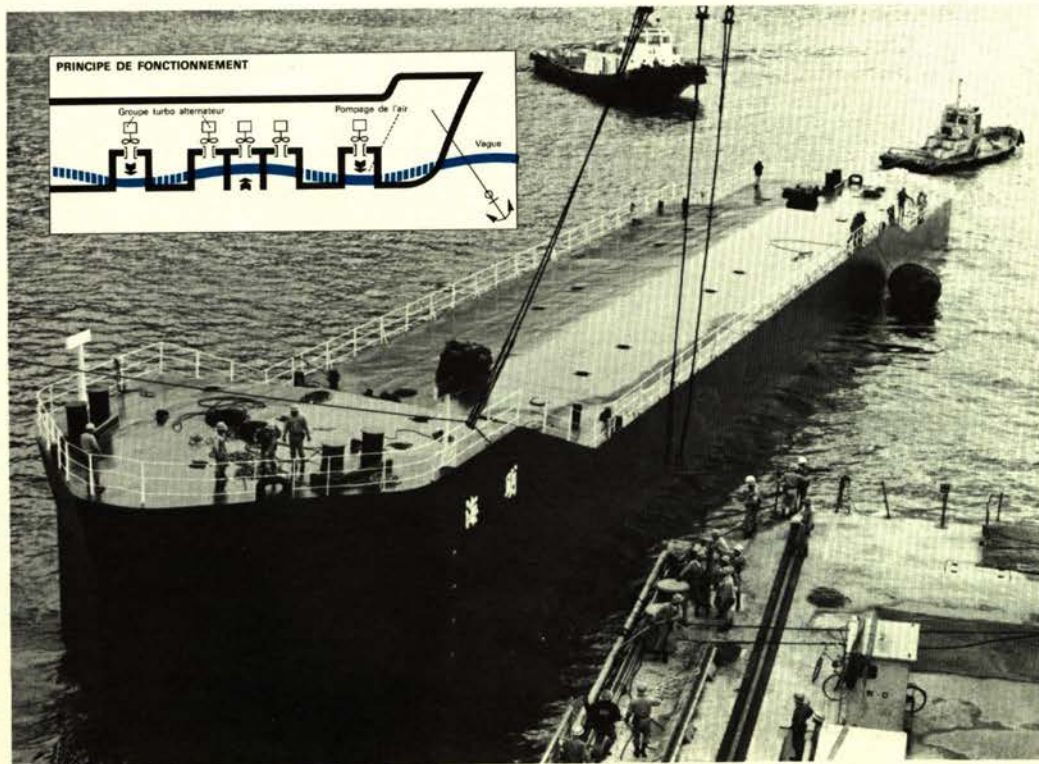
Il s'agit de convertir en air comprimé, au moyen de chambres de compression et de valves, l'énergie des vagues passant sous une plate-forme ancrée; l'air comprimé sert à entraîner des turbines génératrices d'électricité. La plate-forme «Kaimei», longue de 80 mètres et construite par le Centre japonais de science et de technologie marine, pourra tester jusqu'à 10 turbines à air différentes, dont deux seront construites par des pays participants autres que le Japon. La «Kaimei», ancrée dans la mer du Japon, a une capacité de production maximale de 2 millions de watts (2 mégawatts). Au cours de la première phase d'essais en mer au cours de l'hiver prochain, trois turbines seront testées. La deuxième phase (hiver 1979-80) portera sur les dix turbines. Après ces essais, les participants pourront

déterminer quel type de turbine à air est le plus efficace, le plus fiable et le plus économique et qui de ce fait justifie des travaux complémentaires.

## Conversion de la biomasse

Il s'agit en l'occurrence de la conversion de matières naturelles organiques — déchets animaux et végétaux (produits forestiers compris) — en gaz et en liquides pouvant servir de combustibles. Les participants à l'accord (Belgique, Canada, États-Unis, Irlande et Suède) s'engagent à planifier ensemble leurs activités nationales visant à utiliser les arbres à croissance rapide et les résidus de produits forestiers pour obtenir des combustibles propres, des substituts aux produits pétrochimiques et d'autres produits à forte intensité énergétique. Cette planification commune devrait déboucher sur des projets en coopération visant à faire la démonstration de la technologie requise.

A gauche: la plate-forme «Kaimei» qui permettra de tester jusqu'à dix turbines à air différentes. Dans l'encadré: le principe de fonctionnement. A droite: «fermenteur» pour la digestion anaérobie de biomasse. Capacité: 15 litres. A l'extrême droite, cloche à gaz pour mesurer le gaz produit.





# ÉVOLUTION DES POLITIQUES AGRICOLES EN 1977 ET PERSPECTIVES POUR 1978

*Le défi pour les gouvernements consiste, en 1978, à trouver les moyens de soutenir les revenus agricoles sans, du même coup, accroître les excédents structurels de certains produits ou compromettre la réalisation des grands objectifs de la politique économique: croissance durable, ralentissement de l'inflation et équilibre de la balance des paiements. En fait, la politique agricole devra être définie dans le contexte plus large d'une politique nationale de l'alimentation (1).*

Le retour, en 1977, à l'abondance des productions agricoles des zones tempérées — après les pénuries qui ont marqué une grande partie de la période 1972-75 — n'est pas sans rappeler la situation générale des années soixante qui s'était caractérisée par des excédents de production et une faible rentabilité des ressources. Toutefois, à la différence de cette période, la situation à laquelle les agriculteurs et les gouvernements ont dû faire face en 1977, a été dominée par une conjoncture économique défavorable qui a non seulement eu pour effet de réduire la demande de certains produits agricoles mais, fait plus important, a sensiblement modifié le climat général dans lequel les politiques agricoles ont été élaborées.

Ces deux facteurs, ainsi que des considérations d'ordre politique et les répercussions des échéances électorales, ont provoqué l'année dernière une certaine réorientation des politiques agricoles. Si les modifications intervenues n'ont été que marginales, elles ont néanmoins mis en évidence le fait que l'agriculture dépend de plus en plus de facteurs qui débordent du cadre traditionnel de la politique agricole.

## Les politiques agricoles en 1977

En ce qui concerne la CEE, les prix agricoles communs fixés pour la campagne 1977-78 ont accusé une hausse nettement inférieure à ce que l'on aurait pu attendre compte tenu de l'expérience des années précédentes. Cette modération est due en partie au fait qu'il a été possible de relever les prix effectifs payés aux producteurs au moyen de mesures de transition et de modification des taux «verts» (2). Ces changements ont été

nécessaires à cause de l'augmentation importante en 1976 des écarts entre les taux de change du marché et les taux «verts» des monnaies des pays de la CEE.

En dehors de cette politique de modération des prix agricoles communs, des mesures directes ont été prises pour réduire l'excédent structurel dans le secteur laitier. Elles visaient aussi bien à freiner la production laitière au profit d'autres productions qu'à développer la consommation de laitages. En outre, une taxe de «co-responsabilité» a été impo-

sée aux producteurs, afin de recueillir l'argent nécessaire pour assurer l'écoulement des produits laitiers.

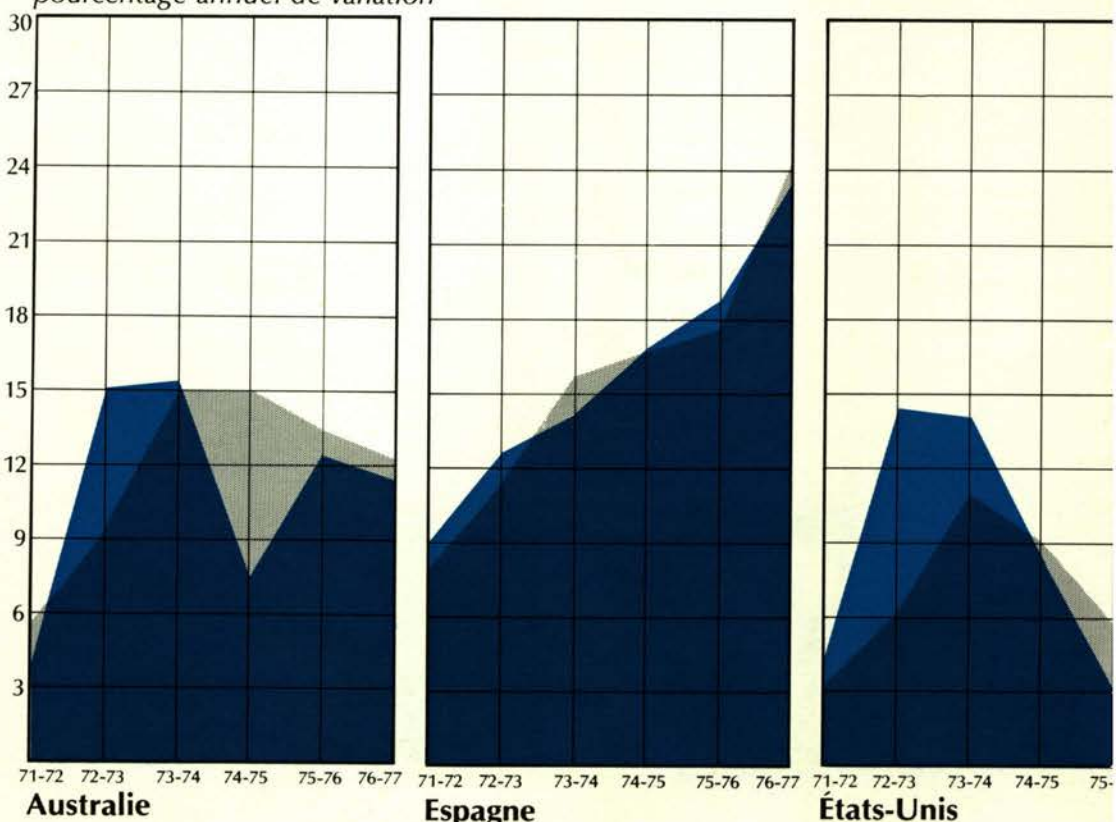
La politique prudente que la communauté a adoptée en matière de prix pour

(1) Cet article est fondé sur un rapport à paraître prochainement sous le titre Examen annuel des politiques agricoles 1977 qui a été établi sur la base des discussions qui ont eu lieu lors de la réunion du Groupe de travail sur les politiques agricoles et des travaux effectués au sein de la Division des politiques agricoles.

(2) Dans les pays de la Communauté, les prix des produits agricoles sont déterminés sur la base d'un prix commun exprimé en unités de compte. Celles-ci sont converties en devises nationales selon un barème de taux de change fixes, appelés taux «verts». Lorsque le taux du marché s'écarte du taux «vert», la différence de revenu qui en résulte pour le producteur est corrigée par un système de montants monétaires compensatoires qui équivalent à l'écart entre le taux de change de la devise nationale et son taux vert.

## ÉVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION ET DES PRIX DI

pourcentage annuel de variation



Source: Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.





CEE Bruxelles 1978 : les journalistes attendent les résultats des négociations sur les prix agricoles.

1978/1979 confirme cette évolution. Exprimée en unités de compte, la hausse moyenne de 2,25% des prix agricoles communs est nettement inférieure à celle des années précédentes (3,9% en 1977/1978, contre 7,7 et 9,6% en 1976/1977 et 1975/1976 respectivement). Sans doute cette retenue dans la fixation des

prix agricoles communs pour 1978/1979 s'est-elle accompagnée de modifications des montants compensatoires monétaires qui ont, dans certains États membres, fait progresser au-delà des 2,25% les prix effectifs à la production; cependant, l'orientation générale semble indiquer que le Marché commun fait désormais

une place de plus en plus large aux mécanismes du marché pour la formation des prix, la détermination des revenus et la modification des structures.

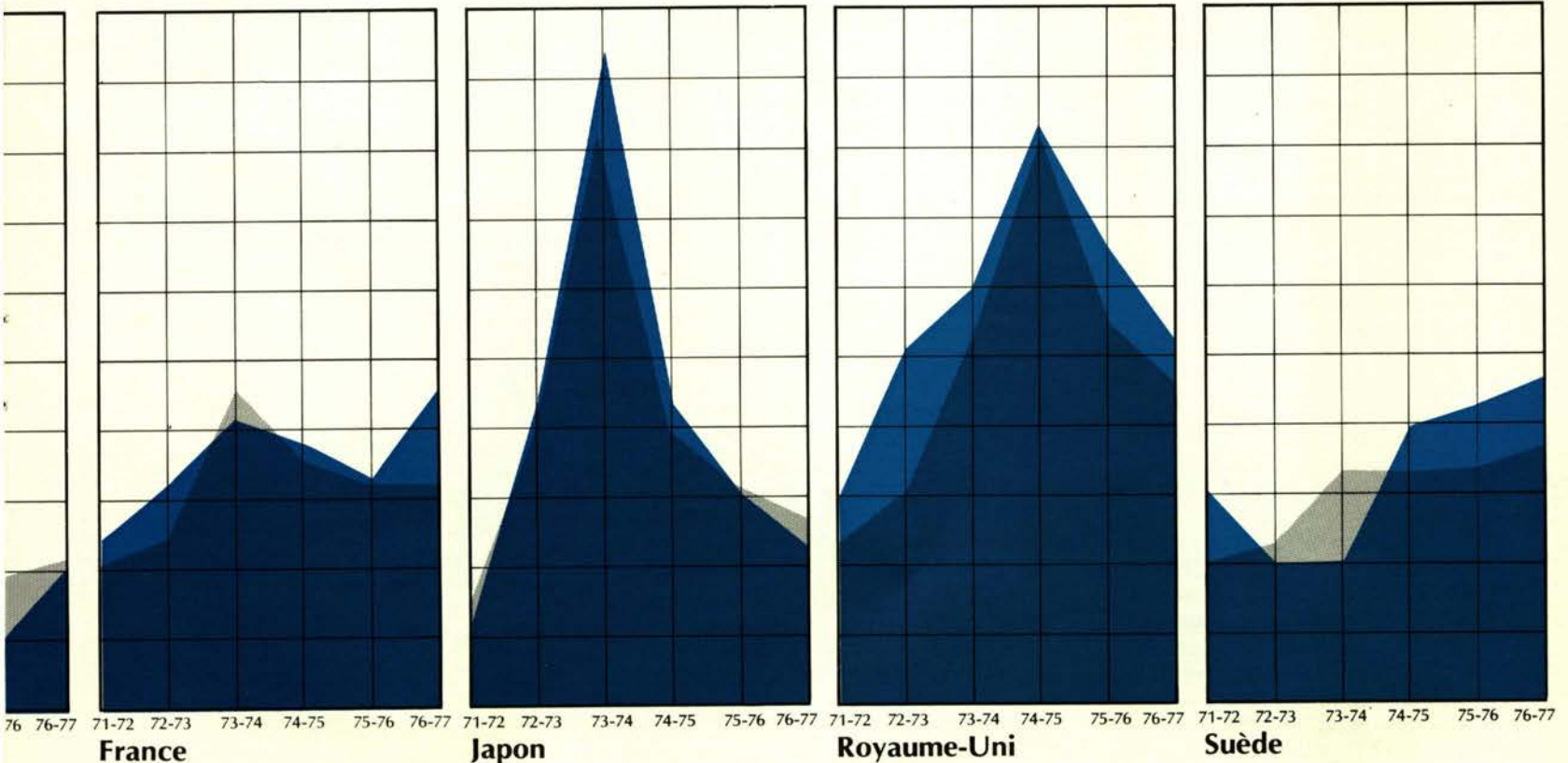
Les mesures prises ainsi que certaines déclarations officielles semblent indiquer que la politique agricole commune (PAC) est actuellement réorientée de manière à ne plus encourager les productions qui ne peuvent être écoulees dans les pays de la Communauté. Mais, d'un autre côté, il est clair qu'on est toujours aussi attaché à la stabilité des prix, à la sécurité des approvisionnements, à l'équilibre régional et aux réformes structurelles; le souci d'arriver à un meilleur équilibre du marché intérieur se manifeste avant tout pour les denrées dont la production dépasse les besoins de la Communauté.

Si l'on a ainsi mis davantage l'accent sur les mécanismes du marché intérieur, c'est en raison de la nécessité de freiner l'augmentation des dépenses du budget communautaire que laissait prévoir l'accroissement de l'offre d'une gamme étendue de produits dans une situation de faiblesse générale de la demande. Dans le même temps, on a vu apparaître de fortes pressions pour limiter l'effet exercé par la politique agricole commune sur la hausse des prix alimentaires et la part de celle-ci dans l'inflation générale des prix. Ces pressions se sont fait sentir dans tous les pays Membres, mais elles ont été particulièrement fortes au Royaume-Uni.

En Amérique du Nord, les politiques agricoles menées en 1977 ont pris une

## S PRODUITS ALIMENTAIRES

■ Ensemble des prix à la consommation  
 ■ Prix à la consommation des produits alimentaires





turnure différente de celles de la CEE. Au Canada aussi bien qu'aux États-Unis, les prix minimum garantis ont été relevés pour une vaste gamme de produits, encore que ce soit pour des raisons différentes. Ainsi, les prix garantis ont-ils augmenté au Canada de façon automatique, car ils sont fixés selon une formule figurant dans la loi de 1975 sur la stabilisation de l'agriculture. Cette loi prévoit le soutien des prix pour protéger l'activité des agriculteurs lorsque, pour une certaine denrée, les prix à la production sont bas ou que les coûts ne sont pas couverts par les prix du marché. Aux États-Unis, par contre, l'augmentation des prix s'explique par une réorientation de la politique agricole. La baisse des revenus des agriculteurs, due à l'action conjuguée d'une forte expansion de la production céréalière, du fléchissement de la demande extérieure et d'une hausse sensible des coûts de production, a donné naissance en 1977 à de fortes pressions en faveur d'une compensation sous forme de relèvement des prix minimums garantis. La loi de 1977 sur l'alimentation et l'agriculture, répondant à ces demandes, a permis de relever les niveaux minimums de soutien de manière à les rapprocher beaucoup plus qu'auparavant des coûts estimés de production. Cette même loi a aussi lancé un système de réserves de céréales, qui témoigne du désir du gouvernement américain de rendre les États-Unis moins vulnérables aux perturbations extérieures, sans avoir à recourir à des moyens tels que les contrôles à l'exportation. Il a toutefois été bien précisé dans le programme de stockage pour 1978 que les réserves de céréales ne serviraient pas à masquer des excédents de production à long terme. Afin de réduire encore la production et d'améliorer les revenus des agriculteurs, les États-Unis ont procédé, début 1978, aux changements suivants :

- conditions plus intéressantes pour les producteurs en ce qui concerne le stockage à long terme des céréales
- octroi de versements aux exploitants qui mettent hors culture une certaine superficie normalement plantée en blé, céréales secondaires et coton
- relèvement des prix de soutien pour le soja.

A l'échelon international, les États-Unis ont adopté une attitude plus favorable à l'égard de certains accords de produits.

Le Japon a continué en 1977 de suivre la stratégie adoptée en 1974-75, visant à renforcer la sécurité des approvisionnements alimentaires. Cependant, la persistance d'excédents de riz a néanmoins conduit le gouvernement à resserrer le dispositif de régulation de la production par un programme de mise hors culture de certaines rizières. D'autre part, en relevant son prix de vente nettement plus que son prix d'achat, il a manifesté son intention de réduire progressive-

ment les dépenses publiques consacrées aux programmes de soutien des prix alimentaires, qui absorbent actuellement 30% du budget agricole national, et de favoriser l'ajustement structurel en augmentant les aides aux investissements et en développant l'infrastructure agricole. Devant les pressions croissantes exercées sur le Japon pour l'amener à accroître les importations, en raison des problèmes que pose sa balance commerciale, le gouvernement a annoncé en décembre 1977 une série de mesures destinées à accroître les importations de viande, de fruits et de produits laitiers. Il a notamment décidé d'appliquer par anticipation les réductions tarifaires qu'il se proposait de présenter au GATT comme concessions dans le cadre des négociations du Tokyo Round qui se déroulent actuellement à Genève. En septembre 1977, le Japon avait aussi annoncé des mesures de relance visant à stimuler la croissance économique globale et la consommation nationale. L'application, par les grands pays, des règles relatives à une zone économique exclusive de 200 miles va sans doute imposer de nouvelles contraintes à l'industrie japonaise de la pêche, qui fournit la moitié de la consommation de protéines animales. Mais, aucune évaluation sérieuse n'a encore été faite de l'éventuelle réduction des prises totales de poissons qui pourrait en résulter, ni des répercussions sur la demande de produits de l'élevage. Étant donné les habitudes alimentaires du peuple japonais, il semble toutefois probable que le gouvernement tentera de promouvoir une utilisation plus efficace des prises actuelles et qu'il s'efforcera de développer encore les zones de pêche côtières, plutôt que d'encourager le remplacement du poisson par la viande.

Comme dans la plupart des autres petits pays de l'OCDE, le redressement de l'économie a été freiné en Australie et en Nouvelle-Zélande par les mesures relativement strictes appliquées en 1977 pour lutter contre l'inflation et le déséquilibre de la balance des paiements. En Australie, les montants de soutien des prix n'ont guère été relevés en 1977. Si cette évolution s'explique essentiellement par des contraintes d'ordre budgétaire, les perspectives défavorables pour certaines exportations agricoles n'y ont pas été étrangères. Les crédits supplémentaires, qui ont pu être accordés, ont généralement été consacrés à l'aide, à l'ajustement et aux compensations tarifaires : on considère en effet maintenant qu'il est justifié d'aider l'agriculture en accordant aux exportateurs de produits agricoles des compensations visant à neutraliser les hausses de coûts qu'ils subissent du fait des mesures de protection douanière prises en faveur des industries qui font concurrence à certaines importations.

Les graves difficultés de balance des paiements, auxquelles la Nouvelle-Zélande se trouve confrontée depuis le



L'application par les grands pays d'une zone économique exclusive de 200 miles va sans doute imposer de nouvelles contraintes à l'industrie japonaise de la pêche, qui fournira à l'avenir la principale source de protéines animales.

deuxième semestre 1975, l'ont amenée à prendre un certain nombre de mesures sélectives visant à encourager des transferts de ressources en faveur des industries exportatrices ou des productions nationales tendant à remplacer des importations. L'agriculture étant la principale source de recettes d'exportation, des aides ont aussi été accordées pour accroître en 1977, la production de ce secteur, notamment par l'extension du Livestock Incentive Scheme (Système d'aide à l'élevage) mis en œuvre l'année précédente.

Des considérations générales d'ordre macro-économique ont également eu une forte influence sur l'orientation des politiques agricoles dans les autres pays de l'OCDE. Dans la région méditerranéenne, l'accent a été mis essentiellement sur les difficultés de la balance des paiements qu'ont connues tous les pays Membres de l'OCDE de cette région ; mesurés par rapport au PIB, les déficits de la balance courante du Portugal, de l'Espagne, de la Grèce et de la Turquie ont été les plus élevés de la zone OCDE. Une grande priorité a été accordée dans tous ces pays, bien qu'à des degrés différents, à l'accroissement de la production des produits traditionnellement importés. Cette politique d'expansion de la production agricole intérieure, adoptée aussi pour contribuer à atténuer le chômage rural, s'est accompagnée de mesures de réforme agraire.

Dans les pays nordiques, les politiques agricoles sont restées étroitement liées aux politiques générales des prix et des





conomique exclusive de 200 miles impose de la pêche. Malgré cela on pense que le poisson ce de protéines de la population.



Le stockage du blé à la ferme, encouragé par les pouvoirs publics, a contribué au renforcement des prix des céréales. Ci-dessus : deux silos récemment construits sur une exploitation agricole en Géorgie (États-Unis).

revenus destinées à réduire l'inflation au moyen de dispositifs globaux couvrant tous les secteurs de l'économie. Les subventions à la consommation alimentaire ont continué à y tenir une place importante mais des contraintes budgétaires relativement sévères ont eu tendance à en limiter l'ampleur. Il faut peut-être mettre à part le cas de la Norvège, dont l'expansion économique est restée forte, en partie grâce au pétrole de la mer du Nord.

## Perspectives pour l'année en cours

Dans le courant de l'année 1978, les politiques agricoles continueront de subir la double influence de l'évolution des marchés agricoles et de la conjoncture économique générale. Il semble, dès à présent, manifester que la situation économique globale se caractérisera par une croissance modérée et que le taux de chômage de la zone OCDE augmentera. En outre, l'équilibrage des paiements internationaux restera délicat. Au niveau sectoriel, l'agriculture se trouvera sans doute de nouveau confrontée à un problème d'excédents, touchant non seulement les produits laitiers et le sucre mais aussi, dans une moindre mesure, les céréales et la viande bovine.

Bien que l'on soit de plus en plus conscient des dangers qu'il y a à trop compter sur les prix pour résoudre les problèmes de l'agriculture, ce moyen continuera nécessairement à jouer un rôle central dans les politiques agricoles

des pays de l'OCDE. Mais ceux-ci ne pourront guère tabler exclusivement sur des baisses importantes des prix réglementés pour décourager la surproduction. Les gouvernements devront tenir compte des relations étroites qui existent entre la politique des prix et les niveaux de revenus, du problème des productions difficiles à écouler, de l'inflation et de l'évolution des dépenses publiques. Ils seront probablement plus enclins à recourir à la fois à des dispositifs directs de limitation de l'offre et à une politique restrictive dans la fixation des prix réglementés. En outre — dans la mesure où les contraintes en matière de dépenses publiques le permettront — ils accorderont sans doute plus d'importance aux mécanismes de transfert direct pour essayer de maintenir le rapport entre les revenus du secteur agricole et ceux des secteurs non agricoles. Ces mécanismes ne seront efficaces que pour autant qu'ils auront été conçus de manière à ne pas encourager des productions difficiles à écouler. Pour cela, ils devront s'appuyer sur les besoins familiaux et non pas sur la rentabilité des facteurs de production et ils devront être gérés en fonction de groupes-cibles déterminés du secteur agricole et non de l'ensemble des exploitants.

Même si certains pays adoptent, en 1978, des politiques budgétaires plus expansionnistes, de fortes pressions continueront de s'exercer dans le sens d'une limitation des dépenses publiques consacrées à l'agriculture. La part de ce secteur dans les dépenses publiques n'augmentera, par rapport à 1977, que

dans la mesure où on arrivera à y identifier des domaines d'investissements où la rentabilité soutiendra aisément la comparaison avec celle des investissements dans les autres secteurs de l'économie. Étant donné le chômage relativement élevé et la sous-utilisation des capacités de production dont souffrent les autres secteurs, il pourrait être indiqué d'essayer de maintenir des ressources dans le secteur agricole au lieu de les transférer ailleurs où elles seraient inemployées — au moins à court terme. Les avantages d'une telle politique de défense seraient renforcés si l'on essayait, en même temps, de transférer des ressources hors des productions agricoles à excédent structurel. Les responsables de la politique agricole devront donc être plus sélectifs et plus précis en 1978 lorsqu'ils choisissent les objectifs, les produits et les projets sur lesquels devra porter leur action.

Au niveau international, il est probable que les responsables de la politique agricole resteront confrontés en 1978 non seulement aux problèmes proprement agricoles de la régulation de l'offre et du soutien des revenus, mais aussi aux problèmes macro-économiques. En conséquence, les négociations internationales se trouveront compliquées par les possibilités apparemment limitées de répondre aux aspirations légitimes des agriculteurs. C'est pourquoi, lorsqu'ils examineront les problèmes nationaux, les responsables des politiques agricoles devront se montrer extrêmement réalistes quant à la possibilité de trouver des solutions à l'extérieur.



# LA PRODUCTION PRODUITS AGRICOLES : LES

## Céréales

Les estimations de récoltes sont nécessairement aléatoires car elles sont fondées, en partie, sur les emblavures qui, soit viennent d'être faites, soit n'ont même pas encore été réalisées et aussi parce que toutes les cultures sont tributaires, jusqu'à la récolte, des variations atmosphériques. Sous cette réserve, la FAO prévoit un redressement partiel de la production mondiale de blé par rapport à la diminution de 32 millions de tonnes enregistrés l'année dernière. Ce redressement est attendu malgré la réduction des emblavures, et donc de la production escomptée aux États-Unis, surtout en raison du programme de mise en réserve des terres. On prévoit de bonnes récoltes en Europe, en URSS, en Inde et dans de nombreux pays en développement.

La production de céréales secondaires devrait de nouveau augmenter légèrement. Une faible réduction est attendue en Amérique du Nord par rapport à la très grosse récolte de l'année dernière, le programme de mise en réserve des terres appliqué aux États-Unis ne devant pas fortement influencer sur la production. Dans l'hémisphère sud, la récolte est en cours ; malgré une atténuation de la sécheresse dans de nombreux pays, il semble probable que la production sera légèrement plus faible. L'espoir d'un petit accroissement de la production mondiale repose en fait, en grande partie, sur l'URSS, où les récoltes de céréales secondaires de l'année dernière ont été de 20% inférieures au chiffre élevé de 1976, et aussi sur l'Extrême-Orient. Cependant, comme les récoltes ne se feront que dans plusieurs mois, la réalisation de

ces espoirs dépend en très grande partie des conditions météorologiques.

Ces prévisions d'augmentation des récoltes n'ont pas eu, comme ce fut si souvent le cas, pour effet de faire baisser les prix sur les marchés internationaux. En

fait, depuis le mois de septembre dernier environ, les prix ont eu tendance à augmenter. Par exemple, le prix du blé à Chicago le 20 avril dernier était de 3,22 dollars par boisseau (118 dollars par tonne) contre 2,15 dollars seulement par boisseau (79 dollars par tonne) le 22 août

## PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES : LES DERNIERS CHIFFRES

millions de tonnes

BLÉ	1976 1977		1978
			prévisions
Extrême-Orient	82	80	84
Proche-Orient	32	29	32
Afrique	8	6	8
Amérique latine	19	12	16
Amérique du Nord	82	75	68
Europe et URSS	183	174	186
Océanie	12	10	11
<b>MONDE</b>	<b>418</b>	<b>386</b>	<b>405</b>

Source: *Perspectives de l'alimentation, FAO mars 1978*

CÉRÉALES SECONDAIRES	1976 1977		1978
			prévisions
Extrême-Orient	117	116	120
Proche-Orient	21	21	21
Afrique	44	44	45
Amérique latine	52	58	56
Amérique du Nord	215	224	215
Europe et URSS	249	240	252
Océanie	6	5	6
<b>MONDE</b>	<b>704</b>	<b>708</b>	<b>715</b>

Source: *Perspectives de l'alimentation, FAO mars 1978*

BŒUF ET VEAU	1977 1978		
	1976	provi- soire	prévisions
Amérique du Nord	13,26	12,90	12,38
Japon	0,30	0,36	0,35
Océanie	2,57	2,56	2,31
OCDE Europe	8,41	8,31	8,40
dont:			
Communauté européenne	6,45	6,31	6,30
Autres pays	1,96	2,00	2,10
<b>TOTAL OCDE</b>	<b>24,54</b>	<b>24,13</b>	<b>23,44</b>

Source: OCDE

LAIT	1977 1978		
	1975	1976	provi- soire
Amérique du Nord	60,0	62,3	63,7
Japon	5,0	5,3	5,7
Océanie	13,0	12,5	12,0
OCDE Europe (1)	131,4	133,6	137,0
dont:			
Communauté européenne	99,8	101,1	104,0
Autres pays	31,6	32,5	33,0
<b>TOTAL OCDE</b>	<b>209,4</b>	<b>213,7</b>	<b>218,4</b>

Source: OCDE (1) Y compris la Yougoslavie.



Production de beurre à Taranaki (Nouvelle-Zélande).



# DES PRINCIPAUX CHIFFRES LES PLUS RÉCENTS

1977. Cette tendance à la hausse a été très marquée en mars en raison notamment de l'influence de l'augmentation de la demande sur les marchés mondiaux (due surtout aux achats de l'URSS et de la Chine) et d'un certain succès des mesures prises aux États-Unis pour persuader les agriculteurs de garder chez eux leurs stocks; en ce qui concerne les céréales secondaires, la hausse assez sensible des prix du soja a joué le même rôle.

## Produits laitiers

La production laitière continue à augmenter dans les pays de l'OCDE. Les données disponibles pour le premier trimestre de 1978 montrent que d'une façon générale les tendances de 1977 restent inchangées. La production en 1977 a été supérieure de 2% environ à celle de l'année précédente. Dans les pays de la CEE elle a augmenté en 1977 de quelque 3%; dans certains d'entre eux (l'Irlande et le Royaume-Uni) l'augmentation est prononcée malgré les mesures prises pour la freiner. Les États-Unis sont venus récemment se joindre aux pays qui accroissent leur production laitière: en 1977, ils ont enregistré une augmentation de 2%. Le Canada a connu une augmentation du même ordre mais alors qu'aux États-Unis elle avait tendance à se tasser, au Canada elle s'est accélérée au premier trimestre 1978. Le Japon est devenu un important producteur laitier et, en 1977, sa production se situait entre celle de l'Australie et celle de la Nouvelle-Zélande. Cependant, alors que l'Australie connaît un fléchissement à long terme de la production laitière et que les fluctuations en Nouvelle-Zélande sont principalement dues aux conditions atmos-

phériques, la production du Japon augmente régulièrement d'année en année. D'une façon générale, les petits pays européens ont stabilisé ou même légèrement diminué leur production.

La nouvelle campagne a commencé avec les stocks importants de beurre dans la CEE et aux États-Unis. Les stocks de lait écrémé en poudre étaient également considérables dans ces pays et, à un moindre degré, en Nouvelle-Zélande. Les mesures prises par la

Communauté pour freiner l'augmentation de la production et stimuler la consommation de produits laitiers ont généralement eu pour effet d'enrayer l'accroissement des stocks alors qu'aux États-Unis, ils gonflent rapidement, bien que leur niveau soit encore très inférieur à celui des stocks de la Communauté.

## Viande bovine

La production de viande bovine continue à baisser dans la plupart des pays de l'OCDE depuis les maximums cycliques en 1975 et 1976, mais le taux de fléchissement varie d'une région à l'autre. Les plus fortes diminutions ont été enregistrées en Amérique du Nord et en Océanie et le cycle ne devrait pas atteindre son minimum dans ces pays avant 1979 ou 1980. Dans la CEE cependant, il ne faut s'attendre pour 1978 qu'à une diminution marginale de la production et à un redressement en 1979 bien que l'amplitude et l'époque des fluctuations cycliques varient d'un pays à l'autre. En particulier, la production du Royaume-Uni devrait continuer à baisser considérablement en 1979. Dans les autres pays d'Europe, considérés dans leur ensemble, la production était déjà pratiquement revenue en 1977 à son maximum de 1975, en grande partie à la suite d'un accroissement de la production en Yougoslavie, et une augmentation plus substantielle est prévue pour 1978.

En ce qui concerne les échanges de viande bovine, les perspectives sont plus favorables pour les prix que pour les quantités. Le fléchissement de la production de l'Amérique du Nord est surtout marqué pour les types de viande servant à la fabrication de hamburgers, auxquels est consacrée une grande partie de la viande bovine importée d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Les prix augmentent déjà et semblent devoir continuer à le faire. Cependant les quantités qui peuvent être importées sont limitées par des décisions gouvernementales. Dans la CEE, les stocks d'intervention sont considérables, de sorte que l'offre totale disponible en 1978 sera supérieure à celle de 1977; ainsi, il ne semble pas qu'il faille prévoir une augmentation des importations. Le Japon est un autre grand marché d'importation mais où les quantités sont limitées par des contingents. Bien qu'il semble possible que ceux-ci soient augmentés pour 1978-79, les quantités supplémentaires importées ne seront probablement pas très grandes.

## STOCKS DE BEURRE ET DE LAIT EN POUDRE AU 1<sup>er</sup> MARS DANS CERTAINS PAYS DE L'OCDE

Milliers de tonnes

	1976	1977	1978 prévisions
<b>BEURRE</b>			
États-Unis	8	43	96
Canada	31	16	27
Australie	39	42	36
Nouvelle-Zélande	48	52	n.d.
Communauté européenne (1)	250	353	359
<b>LAIT EN POUDRE</b>			
États-Unis	209	213	315
Canada	156	117	41
Australie	106	37	26
Nouvelle-Zélande	275	195	121
Communauté européenne (1)	1 240	1 070	979

(1) Neuf pays n.d.: non disponible  
Source: OCDE.

Des bovins sont examinés par des vétérinaires au Danemark avant d'être exportés vers d'autres pays européens.





# L'AGRICULTURE A TEMPS PARTIEL

*Les agriculteurs sont de plus en plus nombreux dans tous les pays développés à chercher une occupation qui les éloigne de leur ferme, ne serait-ce que pendant une partie du temps. C'est un phénomène qui ne touche pas seulement ceux qui ont une exploitation trop petite pour les occuper à plein temps. Dans les pays de l'OCDE, plus de la moitié du revenu total de 40 à 60 % des agriculteurs provient d'activités extra-agricoles.*

*Une étude récente de l'OCDE (1) examine cette évolution en posant un certain nombre de questions : pour quelle raison les agriculteurs commencent-ils à exercer des activités extra-agricoles ? Quel est l'effet de ces activités sur la ferme et sur la famille ? L'évolution est-elle plus prononcée dans certaines régions ou dans certains types d'exploitation ? Cette forme d'agriculture est-elle bénéfique pour la communauté rurale, l'environnement et la qualité de la vie de la collectivité tout entière ? Quel est son effet sur la production agricole ? Sur l'élaboration des politiques agricoles ? Sur les relations entre exploitants à plein temps et ceux qui se partagent entre deux modes de vie : l'un rural et l'autre citadin ?*

**S**i dans presque tous les pays de l'OCDE étudiés, le nombre de personnes employées dans l'agriculture n'a cessé de décroître, celui des exploitations a diminué beaucoup plus lentement. Les chefs d'exploitation sont plus réticents que la main-d'œuvre salariée ou familiale à abandonner une ferme qui représente pour eux tout à la fois un foyer, une propriété sûre et un lieu de travail.

La proportion d'agriculteurs qui ont une activité non agricole a augmenté pendant la même période dans presque tous les pays. En Allemagne, en Autriche, aux États-Unis, en Norvège et en Suisse 40 à 45 % d'entre eux ont des activités à prédominance non agricole ; au Japon leur proportion atteint 60 % ; dans les autres pays étudiés, 17 à 34 % des agriculteurs apportent grâce à d'autres activités un complément au revenu de la ferme. Dans plusieurs pays, le pourcentage de ce type d'agriculteurs a rapidement augmenté parmi les propriétaires d'exploitations relativement petites et tout porte à croire que les gains non agricoles représentent une part croissante du revenu total des ménages d'agriculteurs. Par contre, la meilleure rentabilité de l'agriculture en 1972-1973 et le début de la récession économique en 1974 ont contribué à ralentir la progression de l'agriculture à temps partiel.

La raison principale qui incite les exploitants, surtout les petits, à s'employer en dehors de leur ferme est le désir d'accroître le revenu du ménage. Aussi compétent que soit l'agriculteur, il y a une limite à ce qu'il peut tirer d'une petite parcelle de terre et il voit d'autres accéder à un confort que ne pourra jamais lui procurer sa ferme seule. D'autre part, l'avenir peut lui apparaître sous forme de dizaines d'années d'efforts pour lever l'hypothèque qui grève la ferme, pour acheter le matériel agricole nécessaire, bien équiper sa maison et élever sa famille. Le revenu complémentaire que peut lui apporter un second travail lui semble alors la solution toute indiquée. Par ailleurs, la ferme, qui occupait les parents à plein temps, n'est souvent pas assez grande pour donner du travail à tous lorsque les enfants grandissent et, à plus forte raison, elle ne peut pas faire vivre deux familles lorsqu'ils se marient. Là encore, l'emploi hors de la ferme peut être une solution provisoire en attendant que les parents vieillissent et que leur rythme de vie se ralentisse. Pour les grands exploitants, qui tirent de leur ferme des revenus déjà considérables, la perspective d'un revenu d'appoint peut être moins importante que l'intérêt et la diversité qu'apportent les occupations extra-agricoles.

Dans certains cas, accepter un emploi extra-agricole peut être comme un premier pas vers l'abandon de la ferme : l'agriculteur s'essaie pendant quelque temps à un travail nouveau et si celui-ci lui semble acceptable, il s'installe en ville. Mais le plus souvent, il considère sa ferme comme quelque chose dont il ne faut pas se séparer : il est psychologiquement important de posséder des terres de cultures et, d'un point de vue

strictement économique, c'est un bon placement, surtout en période de forte inflation. En outre, nombreux agriculteurs qui travaillent au dehors pensent qu'il est bon que leurs enfants soient élevés dans un milieu rural et ils sont contents d'avoir pour leur retraite une propriété à la campagne. La ferme leur donne aussi un sentiment de sécurité pour le cas où ils perdraient leur emploi en ville et elle peut contribuer à nourrir la famille grâce aux produits-maison.

Dans la pratique, cependant, la double activité tend à devenir permanente. Du moins pour celui qui l'exerce, car il est assez rare que le fils d'un agriculteur à temps partiel suive les traces de son père et s'occupe de la ferme en même temps qu'il travaille en ville. Par conséquent, les fermes changent de mains au moment du changement de génération et non au milieu d'une génération.

## L'emploi non agricole

La combinaison d'activités agricoles et non agricoles n'est pas chose nouvelle — dans de nombreuses régions, la vie s'est déroulée sur ce mode pendant des siècles. Ainsi, dans les pays scandinaves et au Canada exploitation agricole et exploitation forestière ont toujours été étroitement associées. Cette double utilisation de la main-d'œuvre convenait aux deux activités : si les travaux agricoles réclament le maximum de bras pendant le printemps et l'été, c'est pendant les mois d'automne et d'hiver que l'activité en forêt bat son plein. L'agriculteur pouvait donc quitter sa ferme pendant plusieurs mois l'hiver — laissant sa femme s'occuper du bétail. Dans d'autres régions, la pêche et l'artisanat rural servaient de complément aux revenus agricoles.

Au cours des trente dernières années, l'emploi extra-agricole a connu un changement progressif : au lieu d'être une occupation pendant la morte-saison à la ferme, ou pendant un ou deux jours à intervalle irrégulier durant toute l'année, il est devenu un travail régulier, à plein temps. Maintenant l'agriculteur exécute habituellement les travaux de la ferme le matin, avant de partir travailler, le soir, le week-end et pendant les congés annuels accordés au titre du second emploi. Souvent, sa femme et ses enfants en liquident une partie pendant la journée tout au long de l'année ; dans d'autres cas, les exploitations agricoles sont réorganisées de façon à rendre cet apport de main-d'œuvre familiale moins nécessaire.

(1) L'agriculture à temps partiel ; Allemagne, États-Unis, Japon, Norvège. OCDE Paris 1977. A paraître : une étude sur dix autres pays Membres et un rapport général.



Pour son employeur, l'agriculteur est donc un travailleur ordinaire à plein temps, qui vit à la campagne et qui est parfois plus réticent que d'autres à faire un travail posté ou des heures supplémentaires. Généralement, il débute comme manœuvre mais apprend suffisamment vite pour devenir ouvrier spécialisé ou ouvrier qualifié. On rencontre beaucoup de travailleurs de ce type dans le bâtiment et dans les transports, métiers pour lesquels les compétences acquises à la ferme sont utiles et qui sont souvent exercés dans la zone de contact entre la ville et la campagne, ce qui rend moins pénibles les déplacements quotidiens.

Le développement rapide des moyens de transport publics et privés depuis la guerre, en raccourcissant le trajet, a beaucoup facilité l'emploi en ville des agriculteurs. De plus, de nombreuses entreprises qui dépendent de la campagne pour le recrutement assurent elles-mêmes le transport des travailleurs. Toutefois, cela ne résout pas le problème des agriculteurs qui habitent à cent kilomètres ou plus des villes, qui consacrent encore quatre heures ou même davantage chaque jour à aller entre leur domicile et leur lieu de travail et pour lesquels les déplacements quotidiens continuent à être trop fatigants.

## Que devient la ferme ?

La ferme souffre-t-elle de l'absence du chef d'exploitation ? La femme doit-elle travailler un nombre d'heures excessif ? Les ressources de la propriété sont-elles utilisées de façon irrationnelle ?

Si le sous-emploi à la ferme est prononcé ou lorsque l'activité non agricole s'insère dans des périodes de morte-saison, l'agriculteur peut fort bien exercer sa seconde activité à des moments, où de toute façon il ne serait utilement employé à la ferme. Dans les pays nordiques, les régions alpines et lorsqu'il y a surabondance de main-d'œuvre familiale, il n'est guère nécessaire de changer de mode de vie à la ferme. Le plus

souvent, pourtant, il faut procéder à une certaine réorganisation. Pendant la période initiale, alors que l'activité extra-agricole est entreprise à titre d'essai, la famille de l'agriculteur peut être lourdement mise à contribution. Ainsi, dans un élevage de vaches à lait, soit le fermier doit pouvoir traire ses bêtes le matin, avant de partir à son travail, et le soir à son retour, soit sa femme devra le faire pendant la journée. Dans une petite ferme, si l'on ne peut pas embaucher le personnel nécessaire, cela risque de représenter une surcharge de travail excessive.

Mais une fois que le nouvel emploi du temps est établi et intégré dans la vie quotidienne, une certaine restructuration du mode d'exploitation intervient. Ainsi, on substituera au bétail laitier du bétail à viande qui s'accommode d'une main-d'œuvre moins abondante. La polyculture sera remplacée par un plus petit nombre de cultures qui nécessitent moins de main-d'œuvre. En général, les produits de la ferme réclament alors une moindre intensité de main-d'œuvre et leur prix de vente baisse souvent (mais les coûts de production le font aussi) ce qui provoquera une certaine diminution du revenu agricole net.

Cependant, les agriculteurs qui ont un second emploi habitent souvent à la lisière de la ville et ont ainsi un marché tout trouvé pour certaines cultures spécialisées, parfois à forte intensité de main-d'œuvre. Dans d'autres cas, les produits de la ferme seront très variés et destinés essentiellement à la consommation familiale, la quantité de produits vendus à l'extérieur étant alors relativement faible.

Avant une telle réorganisation en fonction de la main-d'œuvre disponible, il est presque inévitable que les membres de la famille travaillent plus qu'auparavant et souvent plus qu'ils ne pourraient le faire à long terme. D'ordinaire, au bout d'un an ou deux, la charge de travail est ramenée à un niveau acceptable. Dans certains pays ou régions, sans que l'on sache très bien pourquoi, les agriculteurs semblent cependant peu désireux de se réorganiser et s'imposent en permanence une surcharge de travail qui se répercute fâcheusement sur leur santé et sur la vie familiale.

## Aspects socio-économiques

Dans les régions où l'emploi non agricole est peu répandu, le passage de l'agriculture à plein temps à l'agriculture à temps partiel entraîne parfois une modification dans les relations avec les voisins. Le changement éveille souvent certains soupçons. Avec sa nouvelle source de revenu, l'agriculteur va-t-il introduire un nouvel élément dans la négociation des prix avec les autorités ? Le revenu de la ferme sera-t-il de peu d'intérêt pour lui et l'amener à vendre ses produits à plus bas prix que ses voisins ? Enfin, pour en venir à l'essentiel : cette nouvelle source de revenu permettra-t-elle au propriétaire d'une ferme non viable de rester dans la culture et de conserver les terres que les voisins espéraient acheter ? Après quelques heurts pendant les premiers temps, la communauté agricole accepte généralement — et souvent avec une certaine considération — l'agriculteur à temps partiel comme l'un des siens.

L'agriculteur à temps partiel a souvent tendance à acquérir des objets qu'il n'aurait pas pu se procurer auparavant. Il fera réparer les dépendances, moderniser la maison, il achètera des machines nouvelles. Dans certains cas, ce seront des achats « de luxe » mais il sera plus facile d'en justifier l'acquisition en alléguant que si l'on n'a que peu de temps à consacrer à son exploitation, on doit pouvoir compter sur un matériel sûr. D'autre part, il a souvent avantage à s'entendre avec ses voisins pour que ceux-ci se chargent, contre rémunération, d'une bonne partie des travaux des champs ; il leur procure ainsi un complément de revenu tout en faisant faire son travail à meilleur compte que s'il avait ses propres machines et les utilisait lui-même.

Normalement l'agriculteur à temps partiel apporte un pouvoir d'achat supplémentaire à la communauté rurale. Sans la source complémentaire de revenu du second emploi, l'agriculteur dont la ferme n'est pas viable se serait sans doute installé en ville. Le revenu d'appoint permet à la famille de continuer de vivre à la campagne, de dépenser de l'argent dans le secteur rural, d'utiliser des services qu'il n'est pas rentable d'assurer lorsque la demande descend au-dessous d'un certain niveau, bref, de contribuer à la viabilité économique et sociale de la campagne. En outre, l'agriculteur à temps partiel, qui continue d'habiter sa ferme n'a besoin ni d'un nouveau logement en ville ni de l'infrastructure urbaine qui autrement auraient été nécessaires : écoles, hôpitaux, routes, réseaux de distribution d'électricité, de gaz, etc.

## PROPORTION DES AGRICULTEURS À PLEIN TEMPS ET À TEMPS PARTIEL DANS CERTAINS PAYS

Pourcentage du total des agriculteurs

	A plein temps	A temps partiel		
		Catégorie I	Catégorie II	Total
Autriche (1973)	45,8	10,5	43,7	54,2
Allemagne (1975)	45,2	15,3	39,5	54,8
Norvège (1972)	34,4	21,5	44,1	65,6
Suisse (1975)	48,6	9,1	42,3	51,4
Japon (1975)	12,5	25,4	62,1	87,5
États-Unis (1969)	45,7	14,3	40,0	54,3
Belgique (1970)	56,7	9,1	34,2 <sup>a</sup>	43,3
Canada (1970)	69,4	10,7	19,9	30,6
Finlande (1969)	63,1	20,1	16,8	36,9
France (1970)	77,4 <sup>b</sup>	5,8	16,8	22,6
Irlande (1972)	77,8	..	..	22,2
Italie (1970)	62,4	5,0	32,6 <sup>c</sup>	37,6
Pays-Bas (1975) <sup>d</sup>	74,1	6,3	18,4	24,7
Nouvelle-Zélande	87,3	..	..	..

a) 23,4 %, sans compter les agriculteurs qui partent à la retraite.

b) 56,6 % si l'on exclut 20,8 % d'agriculteurs sous-employés.

c) Dans ce groupe, 29,5 % travaillent à temps partiel dans d'autres fermes.

d) A l'exclusion des « exploitations spéciales » (1,2 %).

Notes : En pratique, les agriculteurs à plein temps dépendent uniquement de leur ferme pour gagner leur vie (dans certains cas ils font un peu de travail extra-agricole).

Les agriculteurs à temps partiel ont à la fois une occupation agricole et une occupation extra-agricole :

● catégorie I : agriculteurs dont l'agriculture est la principale source de revenu mais non la seule

● catégorie II : agriculteurs dont la principale source de revenu est une occupation extra-agricole.

Pour plus de détails sur le classement et les définitions voir L'agriculture à temps partiel dans les pays de l'OCDE.





Le tourisme est devenu pour beaucoup d'agriculteurs un nouveau type de « culture de rapport ». Ci-dessus: John Hughes de Llandrillo, Pays de Galles, a aménagé — parmi 200 brebis et 70 vaches — un terrain de caravaning sur son exploitation agricole de 360 ha. Ci-dessous: des randonnées équestres pour enfants sont organisées par un autre agriculteur de la région.



De petites unités industrielles installées à...  
Ci-dessus

## Aspects régionaux

Il est évident que l'importance de l'agriculture à temps partiel varie considérablement d'une région à l'autre, en fonction des moyens de transports, de la proximité de la ville, de la structure des exploitations, de la fertilité du sol, du climat, de la topographie et de bien d'autres facteurs qui influent sur la décision de chaque agriculteur. En fait, les exploitants se répartissent en deux catégories : ceux qui sont proches et ceux qui sont loin de centres urbains et industriels.

Dans le cas des premiers, l'emploi extra-agricole engendre une importante sortie temporaire de main-d'œuvre mais non une émigration ; la population rurale demeure donc suffisamment nombreuse pour que fonctionnent les services d'intérêt public. Là où les conditions sont favorables à l'agriculture et la taille de l'exploitation suffisante, l'agriculteur à temps partiel est souvent enclin à abandonner sa ferme qui se trouve alors incorporée à d'autres propriétés et exploitée de nouveau à plein temps.

Dans la plupart des pays, une grande partie des terres est éloignée des centres urbains et industriels et elles présentent la plus grande diversité. Les principales caractéristiques des régions défavorisées sont : l'absence d'activités extra-agricoles autres que les prestations de services à la communauté agricole ; l'emploi d'une grande partie de la main-d'œuvre dans les industries de base ; le déclin démographique et l'érosion de la base économique des services publics.

Dans ces régions, le déclin de la population active est parfois fort rapide et, à mesure que la population diminue, les prestataires de service vont s'établir ailleurs. Les activités communautaires se poursuivent pen-

dant quelque temps mais elles finissent par dépérir avec le vieillissement de la population et le départ des jeunes. Cela entraîne à son tour des difficultés pour entretenir les terres cultivées, pour conserver le sol, les ressources en eau, etc.

Depuis peu, le tourisme est venu sauver certaines de ces régions pauvres. Dans les Alpes, le succès des sports d'hiver a engendré une quantité considérable d'emplois extra-agricoles et l'hébergement chez l'habitant a procuré un revenu d'appoint aux familles d'agriculteurs. On assiste aussi depuis quelque temps à la progression régulière des vacances à la campagne ainsi qu'à l'accroissement de la demande d'installations pour des activités de plein air telles que l'équitation, la pêche, etc. Les agriculteurs ont pu tirer de cette situation suffisamment de profit matériel pour que l'émigration hors des régions qui présentent un intérêt touristique soit freinée.

## Perspectives pour l'avenir

Il n'y a guère lieu de penser que la tendance vers l'exploitation à temps partiel s'infléchisse de façon notable. Dans l'absolu, les chiffres pourront baisser puisque le nombre total d'agriculteurs est en diminution, mais la proportion de ceux qui travaillent la terre à temps partiel augmentera, particulièrement de ceux qui le font pendant plus de la moitié du temps ou dont le revenu total provient pour plus de moitié d'activités extra-agricoles. De même, parmi les gros exploitants, ceux qui exercent une activité extra-agricole deviennent plus nombreux et on peut s'attendre que cette tendance se poursuivra.





La campagne procurent souvent des revenus supplémentaires aux agriculteurs.  
Usine de mise en bouteilles de saké au Japon.

Bien entendu, des oscillations à court terme se produiront autour de cette tendance. Étant donné qu'un des motifs qui incitent l'agriculteur à chercher un second emploi est d'augmenter le revenu de la famille, il repousse de quelques années cette recherche lorsque les prix des denrées sont élevés et que par conséquent certaines productions rapportent beaucoup. De même, lorsque l'industrie est en crise, les agriculteurs à temps partiel peuvent perdre leur emploi extra-agricole et redevenir exploitants à plein temps tandis que ceux qui cherchent une occupation au dehors n'en trouvent pas.

À l'avenir aussi, les agriculteurs dont l'exploitation ne sera pas viable continueront à être placés devant le choix difficile consistant soit à abandonner leur ferme soit à avoir un deuxième emploi. La rapidité et l'orientation du changement de structures qui s'ensuivra dépendront de la différence entre les revenus dans l'agriculture et dans les autres secteurs de l'économie, ainsi que de l'existence et de l'emplacement des emplois non agricoles.

Le développement de l'agriculture à temps partiel variera d'une région à l'autre. Par exemple, il est prévisible qu'elle s'étendra sous une forme non traditionnelle dans les régions pauvres à proximité de centres régionaux en expansion, les petits exploitants voulant bénéficier des nouvelles possibilités de travail sans pour autant renoncer, dans l'immédiat, à la sécurité que leur procure leur ferme. Dans les zones éloignées des villes, l'exode des petits agriculteurs se poursuivra si l'on ne prend pas de mesures spéciales en vue de créer des emplois dans l'industrie et le tourisme. Autour des villes persisteront probablement, côte à côte, des fermes modernes et des petites exploitations travaillant à temps partiel pour produire des spécialités, comme des légumes et des fleurs. Il ressort

de l'étude de l'OCDE que l'agriculture à temps partiel ne doit pas être considérée en tant que phénomène de transition dans le réaménagement des structures du secteur agricole, mais que, dans l'ensemble, son importance relative ira sans doute croissant.

La situation de l'emploi dans l'agriculture est un facteur qui, dans de nombreux pays, a une grande influence sur l'avenir de l'agriculture à temps partiel. Pendant de nombreuses années, la population active agricole n'a cessé de diminuer, ce déclin étant plus prononcé parmi les travailleurs salariés et la main-d'œuvre familiale que parmi les chefs d'exploitation qui restaient sur leur terre. On arrive maintenant à une situation dans laquelle la majorité des fermes sont exploitées sans l'aide de personnel salarié. Or, la mécanisation et la simplification des systèmes d'exploitation réduisent encore le besoin de main-d'œuvre. En réponse à cette situation l'exploitant augmente souvent les investissements dans un matériel qui en économise encore davantage et il cherche lui-même à s'embaucher au dehors à temps partiel ou à plein temps. Il n'y a pas lieu de s'attendre à un renversement de cette tendance.

\*  
\*\*

L'agriculture à temps partiel est une forme de réaménagement des structures qui s'est produite pratiquement sans intervention des gouvernements. L'attitude des pouvoirs publics à cet égard dépend, pour une grande part, de la compatibilité de ce phénomène avec les objectifs globaux de la politique agricole.

La double activité accroît la mobilité des travailleurs — c'est là un de ses aspects positifs — et permet d'employer la main-d'œuvre excédentaire de façon plus productive, le revenu régional s'élevant en conséquence. Par contre, le maintien sur leurs terres de nombreux agriculteurs à temps partiel restreint les surfaces exploitables que pourraient acheter ou louer les exploitants à plein temps souhaitant agrandir leur domaine. Il faut y voir la cause principale d'une certaine discrimination à l'encontre des agriculteurs à temps partiel, discrimination qui apparaît parfois dans les réformes des structures que l'on met en œuvre, surtout dans les régions agricoles les plus riches.

Grâce au niveau relativement élevé des revenus extra-agricoles, qui s'accompagnent éventuellement de prestations sociales, le nombre des familles d'agriculteurs qui ont de vrais problèmes matériels est beaucoup plus restreint qu'on l'a souvent dit. L'élaboration d'une politique des revenus agricoles doit par conséquent prendre en compte ces revenus qui peuvent aussi alléger en partie la pression pour un relèvement des prix agricoles, inspirée par le désir d'aider la masse des agriculteurs à faible revenu.

Les exploitants à temps partiel posent parfois des problèmes aux services de sécurité sociale des pays où les agriculteurs, les travailleurs indépendants, etc., sont couverts par des régimes particuliers. Dans certains cas, les travailleurs qui ont deux activités sont défavorisés en matière de droit à la retraite (surtout si la cessation d'activité intervient dans le cadre de réformes structurelles) et d'allocations de chômage.

Ces dernières années, on a pris conscience du rôle utile que pouvaient jouer les agriculteurs et surtout les agriculteurs à temps partiel dans le maintien d'une population minimum et d'une infrastructure viable dans les zones défavorisées et montagneuses ainsi que, pour ce qui est de l'environnement, dans la conservation du paysage rural et dans les services liés au tourisme. Seule une action globale peut entretenir une vie économique dans certaines de ces régions, l'une des solutions consistant à favoriser l'implantation des industries les mieux adaptées aux compétences et à l'emploi du temps de la population agricole.

Il est presque impossible de juger si les aspects positifs de l'agriculture à temps partiel l'emportent sur ses aspects négatifs. Le phénomène de la double activité existe dans presque tous les métiers et professions. Chez les agriculteurs, il correspond au désir d'améliorer le niveau de vie, au prix de longues journées de travail, sans renoncer à la sécurité d'avoir une maison et quelques autres possessions. Envisagée ainsi, l'agriculture à temps partiel peut apparaître comme une solution acceptable, sinon durable, à bien des familles d'agriculteurs qui, autrement, auraient été forcés d'abandonner leur ferme après une période de pauvreté et de préoccupations. Les agriculteurs à temps partiel semblent par conséquent avoir une juste place dans une action d'ensemble qui englobe tous ceux qui vivent et travaillent à la campagne.



# Nouvelles publications de l'OCDE

"Études économiques de l'OCDE." Série 1978:

ROYAUME-UNI (mars 1978, 82 pages)

(10 78 28 2) ISBN 92-64-21755-X

PAYS-BAS (mars 1978, 78 pages)

(10 78 21 2) ISBN 92-64-21759-2

AUSTRALIE (avril 1978, 80 pages)

(10 78 04 2) ISBN 92-64-21756-8

SUÈDE (avril 1978, 78 pages)

(10 78 25 2) ISBN 92-64-21765-7

DANEMARK (avril 1978, 92 pages)

(10 78 13 2) ISBN 92-64-21758-4

Le numéro ..... F 12,00 £ 1.50 \$ 3.00

ISSN 0304-3363

Abonnement ..... F 200,00 £ 24,00 \$ 50,00

BULLETIN DES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS, 1978/1 (mars 1978)

72 pages, bilingue

(36 00 00 3) ISSN 0304-3738

Abonnement ..... F 44,00 £ 5,40 \$ 11,00

COMPTES NATIONAUX DES PAYS DE L'OCDE, 1976. Vol. I - Principaux agrégats (mars 1978)

(30 78 01 3) ISBN 92-64-01746-1

148 pages, bilingue ..... F 28,00 £ 3,40 \$ 7,00

STATISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OCDE. N° 11, Tome II, 1977 - Notes (mars 1978)

446 pages, bilingue

(20 77 10 3) ISBN 92-64-01706-2

2 volumes ..... F 168,00 £ 20,00 \$ 42,00

(20 00 00 3) ISSN 0304-3371

Abonnement ..... F 336,00 £ 40,00 \$ 84,00

TENDANCES DES MARCHÉS DES CAPITAUX N° 3, février 1978 (mars 1978)

(27 78 01 2)

118 pages ..... F 28,00 £ 3,40 \$ 7,00

ISSN 0378-6528

Abonnement ..... F 120,00 £ 14,60 \$ 30,00

STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE. Supplément trimestriel, février 1978 (février 1978)

48 pages, bilingue

(35 00 00 3) ISSN 0304-3312

Abonnement ..... F 44,00 £ 5,40 \$ 11,00

BILANS ÉNERGÉTIQUES DES PAYS DE L'OCDE, 1974-1976 (février 1978)

Données en tonnes d'équivalent pétrole sur l'approvisionnement, la demande et l'utilisation de l'énergie dans chaque pays Membre avec des totaux pour l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord, la CEE et l'OCDE.

(61 78 01 3) ISBN 92-64-01740-2

132 pages, bilingue ..... F 36,00 £ 4,40 \$ 9,00

STATISTIQUES TRIMESTRIELLES DU PÉTROLE. Quatrième trimestre 1977, N° 1/1978 (avril 1978)

(60 78 01 3)

304 pages, bilingue ..... F 40,00 £ 4,90 \$ 10,00

ISSN 0378-6536

Abonnement ..... F 120,00 £ 14,60 \$ 30,00

TRAITEMENT, CONDITIONNEMENT ET STOCKAGE DES DÉCHETS SOLIDES ALPHA ET DES COQUES DE DÉGAINAGE. Compte rendu du séminaire technique AEN/AIEA, Paris, 5-7 décembre 1977 (mars 1978)

Passe en revue les techniques de traitement, de conditionnement et de stockage des déchets radioactifs soli-

des contaminés par des émetteurs alpha, ainsi que des coques de dégainage après retraitement du combustible.

(66 78 03 3) ISBN 92-64-01747-X

364 pages, bilingue ..... F 60,00 £ 7,30 \$ 15,00

BESOINS LIÉS AU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE ET CONSIDÉRATIONS SUR L'APPROVISIONNEMENT A LONG TERME (mars 1978)

(66 78 02 2) ISBN 92-64-21753-3

86 pages ..... F 35,00 £ 4,30 \$ 8,75

L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ. 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup> Enquêtes (mars 1978)

Aperçu général de l'industrie de l'électricité dans les pays de l'OCDE de 1972 à 1975. Tableaux statistiques reproduisant les données fournies par les pays Membres. Cette brochure met à jour les statistiques contenues dans la 23<sup>e</sup> Enquête annuelle sur l'industrie de l'électricité publiée par l'OCDE en 1974.

(61 78 02 3) ISBN 92-64-01741-0

82 pages, bilingue ..... F 30,00 £ 3,60 \$ 7,50

PATES ET PAPIERS. Statistiques trimestrielles, 1977-4 (avril 1978)

(73 77 04 3)

56 pages, bilingue ..... F 16,00 £ 1,80 \$ 4,00

ISSN 0335-377-X

Abonnement ..... F 48,00 £ 5,30 \$ 12,00

INDICATEURS ÉCONOMIQUES A COURT TERME POUR LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES 1973-1978. 10<sup>e</sup> édition mise à jour (avril 1978)

(69 78 02 3) ISBN 92-64-01749-6

120 pages, bilingue ..... F 25,00 £ 3,00 \$ 6,25

RAPPORTS ANNUELS SUR LA POLITIQUE DE CONCURRENCE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE, 1978/N° 1 (avril 1978). Série "Documents"

Décrit l'évolution récente de la politique de concurrence, les dispositions législatives nouvelles et l'application des lois en vigueur sur les pratiques commerciales restrictives en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Espagne, en Finlande, en France, en Irlande, au Japon, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas.

(24 78 10 2) ISBN 92-64-21761-4

116 pages ..... F 20,00 £ 2,50 \$ 5,00

"Études du Centre de développement"

L'APPRÉCIATION ET L'ÉVALUATION DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT. Une approche en termes de gestion, par N. Imboden (mars 1978)

Discute les différentes méthodes d'évaluation et propose une approche pragmatique qui tient compte des besoins et moyens des agences responsables des projets de développement.

(41 77 10 2) ISBN 92-64-21721-5

188 pages ..... F 34,00 £ 4,20 \$ 8,50

POSSIBILITÉS OFFERTES PAR CERTAINES TECHNIQUES TRADITIONNELLES POUR LES TRANSPORTS URBAINS (TRAMS ET TROLLEY-

BUS). 38<sup>e</sup> Table ronde CEMT (février 1978)

Caractéristiques des techniques de transport usuelles. Capacité de transport. Structure des réseaux et courants de circulation. Technique, infrastructure, matériel roulant. Exploitation et organisation; régularité, fréquences, tarifs, information. Coûts et recettes, processus de choix.

(75 78 01 2) ISBN 92-821-2046-5

78 pages ..... F 15,00 £ 1,80 \$ 3,75

CEMT

RECHERCHE EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE DES TRANSPORTS. Vol. X - N° 2, novembre 1977 (mars 1978)

Recense tous les projets de recherche en cours en matière d'économie des transports dans les pays de la CEMT ainsi qu'une sélection de projets américains (environ 800 notices).

686 pages, bilingue

(74 77 02 3) ISSN 0304-3320

Abonnement 1978 ..... F 140,00 £ 17,00 \$ 35,00

"Recherche routière"

BESOINS DE TRANSPORTS POUR LES COMMUNAUTÉS URBAINES. LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS DE PERSONNES, 1977 (février 1978)

Examine les techniques et les critères d'évaluation des besoins, qualité et performance des services de transport surtout en ce qui concerne les besoins de transport des personnes dans les zones urbaines.

(77 78 01 2) ISBN 92-64-21737-1

112 pages ..... F 27,00 £ 3,30 \$ 6,75

GESTION INTÉGRÉE DE LA CIRCULATION URBAINE (avril 1978)

Présente une méthodologie à court terme visant la sécurité et l'augmentation de l'efficacité des déplacements de biens et de personnes dans un environnement urbain.

(77 78 02 2) ISBN 92-64-21752-5

96 pages ..... F 24,00 £ 3,00 \$ 6,00

PROBLÈMES ÉNERGÉTIQUES ET TRANSPORTS URBAINS ET SUBURBAINS (avril 1978)

Examine, compare et classe les mesures d'économies d'énergie à court et moyen termes pour les transports urbains et suburbains.

(77 78 03 2) ISBN 92-64-21760-6

66 pages ..... F 20,00 £ 2,50 \$ 5,00

INDICATEURS D'ENVIRONNEMENT URBAIN (mai 1978)

Méthodes et techniques permettant d'assurer une meilleure évaluation de l'environnement urbain, des résultats des politiques mises en œuvre et des insuffisances de la structure urbaine.

(97 78 02 2) ISBN 92-64-21754-1

304 pages ..... F 56,00 £ 6,80 \$ 14,00

NORMALISATION INTERNATIONALE DES FRUITS ET LÉGUMES: POMMES DE TERRE PRIMEUR ET CONSERVATION (mars 1978)

Ce 8<sup>e</sup> rapport dans la série est consacré à l'interprétation des normes pour les pommes de terre de primeur et de conservation. Nombreuses photographies en couleur.

(51 77 06 2) ISBN 92-64-21697-9

56 pages ..... F 40,00 £ 4,90 \$ 10,00

BILANS DE LA VIANDE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE, 1963-1976 (avril 1978). Série "Documents"

Fournit, pour chaque année et chaque pays, les chiffres sur la production, le commerce extérieur, les variations de

stocks et la consommation des diverses catégories de viande.

(51 78 02 3) ISBN 92-64-01771-2

140 pages, bilingue ..... F 56,00 £ 6,80 \$ 14,00

"Séminaires internationaux, 1977-1":

LES POLITIQUES DE L'EMPLOI, LES REVENUS ET LA CROISSANCE A MOYEN TERME. Documents préparatoires et conclusions d'un séminaire syndical convoqué par l'OCDE, Paris 12-14 octobre 1977 (mai 1978). Série "Documents"

(83 78 01 2) ISBN 92-64-21762-2

206 pages ..... F 50,00 £ 6,00 \$ 12,50

"Séminaires internationaux, 1977-2":

LES POLITIQUES DES REVENUS ET DE L'EMPLOI LIÉES A LA CROISSANCE A MOYEN TERME. Rapport final et documentation de base d'un séminaire patronal convoqué par l'OCDE, Paris 8-10 novembre 1977 (mai 1978). Série "Documents"

Sur des problèmes économiques qui sont au cœur des préoccupations actuelles des milieux politiques, économiques et sociaux (inflation, politiques des revenus, plein emploi), ces deux volumes fournissent une documentation de premier plan sur les attitudes et réflexions des syndicats et du patronat, d'après les débats qui ont eu lieu récemment à l'OCDE entre leurs experts.

(83 78 02 2) ISBN 92-64-21763-0

166 pages ..... F 44,00 £ 5,40 \$ 11,00

MESURES DU LOISIR, DE L'ÉGALITÉ ET DU BIEN-ÊTRE (mai 1978)

Analyse les effets des loisirs et de la distribution des revenus sur les taux de croissance relatifs dans les pays Membres de l'OCDE.

(91 78 01 2) ISBN 92-64-21766-5

70 pages ..... F 14,00 £ 1,70 \$ 3,50

CERI

L'INNOVATION DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (mai 1978)

(96 78 03 2) ISBN 92-64-21783-5

120 pages ..... F 24,00 £ 3,00 \$ 6,00

L'ÉDUCATION PRÉ-SCOLAIRE. Rapport sur cinq projets de recherche (mars 1978). Série "Documents"

Description de cinq projets nationaux de recherche et de développement axés sur le principe de la continuité entre enseignement pré-scolaire et primaire et comportant une participation active des parents ainsi qu'une coordination entre les activités éducatives et d'autres services sociaux.

(96 78 02 2) ISBN 92-64-21750-9

48 pages ..... F 12,00 £ 1,50 \$ 3,00

FROM MARSHALL PLAN TO GLOBAL INTERDEPENDENCE  
New Challenges for the Industrialised Nations  
Edited, with a Foreword, by Lincoln Gordon.

Papers and Proceedings of the Marshall Plan Commemoration Conference held at the Château de la Muette, Paris, June 2-3, 1977. (April 1978) (\*)

(03 78 01 1) ISBN 92-64-11767-9

248 pages ..... £ 8,50 \$ 17,50 F 70,00

(\*) Pas publié en français.



# Où obtenir les publications de l'OCDE

## ALLEMAGNE

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.,  
D - 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 21.  
Tél. 040-35-62-500.

## ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,  
Florida 165, BUENOS-AIRES.  
Tél. 33-1787-2391 Y 30-7122.

## AUSTRALIE

International BCN Library Suppliers Pty Ltd.,  
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205.  
Tél. 699.6388.  
P.O. Box 202, COLLAROY 2097.  
Tél. 982 4415.

## AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.  
Tél. 52.22.35.

## BELGIQUE

Librairie des Sciences,  
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES I.  
Tél. 513.37.36/512.05.60.

## BRÉSIL

Mestre Jou S.A.,  
Rua Guaipá 518, Caixa Postal 24090,  
05089 SAO PAULO 10. Tél. 261.1920.  
Rua Senador Dantas 19 s/205-6,  
RIO-DE-JANEIRO - GB. Tél. 232.07.32.

## CANADA

Renouf Publishing Company Limited,  
2182 St. Catherine Street West,  
MONTREAL, Quebec H3H 1M7.  
Tél. (514) 937.3519.

## CORÉE

Pan Korea Book Corporation  
P.O. Box N° 101 Kwangwhamun, SEOUL  
Tél. 72.7369.

## DANEMARK

Munksgaards International Booksellers,  
Nørregade 6, DK-1165 KØBENHAVN K.  
Tél. (01) 12.69.70.

## ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.  
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID 1.  
Tél. 275.46.55/276.02.53.  
Libreria Bastinos de José Bosch,  
Pelayo 52, BARCELONA 1. Tél. 222.06.00.

## ÉTATS-UNIS

OECD Publications Center,  
Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave, N.W.,  
WASHINGTON, D.C. 20006. Tél. (202) 724.1857.

## FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,  
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10.  
Tél. 625.901.

## FRANCE

Bureau des publications de l'OCDE,  
2 rue André-Pascal, F 75775 PARIS CEDEX 16.  
Tél. 524.81.67.

Principal correspondant :  
Librairie de l'Université,  
13602 AIX-EN-PROVENCE. Tél. 26.18.08.

## GRÈCE

Librairie Kauffmann,  
28 rue du Stade, ATHÈNES 132. Tél. 322.21.60.

## HONG-KONG

Government Information Services,  
Sales of Publications Office,  
Beaconsfield House, 1st floor,  
Queen's Road Central. Tél. H-233191.

## INDE

Oxford Book and Stationery Co.  
Scindia House, NEW DELHI 1. Tél. 45896.  
17 Park St., CALCUTTA. Tél. 240832.

## IRLANDE

Eason & Son, P.O.B. 42,  
40-41 Lower O'Connell St., DUBLIN 1.  
Tél. 74 39 35.

## ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h. f.,  
Hafnarstræti 4 & 9,  
P.O.B. 1131 - REYKJAVIK.  
Tél. 13133/14281/11936.

## ISRAËL

Emanuel Brown  
9 Shlomzion Hamalka St., JERUSALEM.  
Tél. 234807.  
35 Allenby Road, TEL-AVIV.  
Tél. 51049/54082.  
& 48 Nahlat Benjamin St., TEL-AVIV.  
Tél. 53276.

## ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni,  
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE.  
Tél. 579751/2/3.  
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tél. 365083.  
Sub-depositari :  
Herder Editrice e Libreria,  
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA.  
Tél. 674628.

Libreria Hoepli  
Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tél. 865446.  
Libreria Lattes  
Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tél. 519274.  
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre  
assicurata dalle migliori librerie nelle città più  
importanti.

## JAPON

OECD Publications Centre,  
Akasaka Park Building,  
2-3-4 Akasaka, Minato-ku  
TOKYO 107. Tél. 586-2016.

## LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,  
Edison Building, Bliss St.,  
P.O.B. 5641, BEIRUT. Tél. 354429-344425.

## MEXIQUE et AMÉRIQUE CENTRALE

Centro de Publicaciones de Organismos  
Internacionales S.A.  
Av. Chapultepec 345, Apartado Postal 6-981  
MEXICO 6, D.F. Tél. 533.45.09.

## NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,  
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1.  
Tél. 02-332980.

## NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,  
Government Printing Office,

WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),  
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,  
Rutherford House, Lambton Quay.  
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344).  
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Tce, (Private Bag).  
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857).  
DUNEDIN: T. & G. Building, Princes Street  
(P.O.Box 1104).

## PAKISTAN

Mirza Book Agency,  
65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.  
Tél. 66839.

## PAYS-BAS

Staatsuitgeverij  
Chr. Plantijnstraat  
'S-GRAVENHAGE. Tél. 070-814511.  
Voor bestellen : Tél. 070-624551.

## PHILIPPINES

R.M. Garcia Publishing House,  
903 Quezon Blvd. Ext., QUEZON CITY,  
P.O.B. 1860 — MANILA. Tél. 99.98.47.

## PORTUGAL

Livraria Portugal,  
Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. Tél. 360582/3.

## ROYAUME-UNI et COLONIES DE LA COURONNE

H.M. Stationery Office  
P.O.B. 569, LONDON SE 1 9NH  
Tél. 01.928.6977, Ext. 410.

or  
49 High Holborn  
LONDON WC1V 6HB (personal callers)  
Branches at : BELFAST, BIRMINGHAM,  
BRISTOL, CARDIFF, EDINBURGH, MANCHESTER.

## SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,  
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12  
DS STOCKHOLM.  
Tél. 08/23.89.00.

## SUISSE

Librairie Payot,  
6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11.  
Tél. 022-31.89.50.

## TAIWAN-FORMOSE

National Book Company,  
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3,  
TAIPEI 107. Tél. 321-0698.

## VENEZUELA

Libreria del Este,  
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337, Edificio  
Galipan, CARACAS 106.  
Tél. 32.23.01/33.26.04/33.24.73.

## YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27,  
P.O.B. 36, BEOGRAD. Tél. 621.992.

Les commandes en provenance de pays où  
l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire  
peuvent être adressées au Bureau des publi-  
cations de l'OCDE, 2 rue André-Pascal,  
F 75775 PARIS CEDEX 16.



# Organisation de Coopération et de Développement Economiques

## *Pays Membres :*

Allemagne  
Australie  
Autriche  
Belgique  
Canada  
Danemark  
Espagne  
États-Unis  
Finlande  
France  
Grèce  
Irlande  
Islande  
Italie  
Japon  
Luxembourg  
Norvège  
Nouvelle-Zélande  
Pays-Bas  
Portugal  
Royaume-Uni  
Suède  
Suisse  
Turquie

## *Pays à Statut spécial :*

*Yougoslavie*

